

WESO Trends dresse un rapport alarmant sur l'emploi dans les pays à faible revenu

Taux de chômage à 12,6%

Il se situe à 13,6% au Maroc



Cem Özdemir, ministre allemand de l'Alimentation et de l'Agriculture
Le Maroc, un partenaire important pour l'Allemagne et pour l'UE

Page 4



Les jeunes sont concernés en premier.

Page 3



Bruno Retailleau fustige à nouveau l'Algérie et réclame la fin de l'accord de 1968

Page 5

Instructions Royales pour une mobilisation globale afin d'apporter le soutien et l'assistance aux citoyens face à la vague de froid



En exécution des Hautes Instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, les services du ministère de l'Intérieur se sont mobilisés, aux côtés de l'ensemble des ministères et administrations concernés et des différents intervenants, pour prendre les mesures d'urgence qui consistent en une mobilisation globale de tous les moyens logistiques et les ressources humaines, en vue d'apporter le soutien et l'assistance aux citoyens afin qu'ils puissent faire face à la vague de froid que connaissent plusieurs régions du Royaume.

A cet égard, les walis des régions et gouverneurs des provinces concernées ont été appelés à se mobiliser afin d'assurer le suivi des développements de la situation, de coordonner les opérations d'intervention et de prendre les mesures proactives et préventives nécessaires, à travers une série d'actions visant à alléger le fardeau sur la population, en exécution des Hautes Instructions Royales, indique le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

Dans ce cadre, il a été procédé à la mise en place d'un Centre de pilotage et de veille au niveau du ministère de l'Intérieur, ainsi que de commissions pro-

vinciales de veille et de suivi, dans le cadre du plan national élaboré au titre de l'actuelle saison hivernale 2024-2025, marqué par des nouveautés portant essentiellement sur l'élargissement de la base des douars ciblés, qui compte désormais 185 douars supplémentaires, tout en accordant une attention particulière aux populations des zones affectées par le séisme et les inondations qu'a connus dernièrement le Royaume.

Ce plan cible une population totale estimée à près de 872.778 habitants, regroupés dans le cadre de 169.134 ménages et résidant dans 2.014 douars qui relèvent de 241 communes territoriales

au niveau de 28 préfectures et provinces. Dans cet élan de mobilisation, le ministère de l'Intérieur, via ses services centraux et provinciaux, et l'ensemble des départements et services concernés, ont œuvré à renforcer la capacité d'intervention en fonction des circonstances, à travers une série de mesures portant sur le suivi et l'évaluation continue de la situation sur le terrain, la garantie de l'approvisionnement normal des régions concernées en produits de première nécessité et en différents moyens de chauffage, ainsi que la mobilisation des engins nécessaires à proximité des voies menacées de coupure dans le souci de garantir le désenclavement, outre l'organisation d'opérations de distribution d'aides alimentaires, de couvertures et du bois de chauffage aux catégories ciblées dans les provinces concernées.

Il s'agit également d'assurer des interventions immédiates en faveur des populations en situation critique et d'urgence, d'œuvrer à garantir la continuité du raccordement des zones concernées aux réseaux routiers et téléphoniques, et de veiller à l'approvisionnement et à la distribution d'aliments pour le bétail dans les régions affectées.

Le ministère de l'Intérieur réaffirme, par ailleurs, la mobilisation globale de l'ensemble des services et autorités concernés, en exécution des Hautes Instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, pour alléger le fardeau qui pèse sur la population et lui apporter toutes les formes de soutien et d'assistance nécessaires afin de faire face aux éventuels dégâts pouvant être occasionnés par les mauvaises conditions météorologiques, tout en mobilisant tous les moyens et ressources nécessaires pour assurer la sécurité des citoyens et de leurs biens.

L'Union des Comores célèbre le 5^{ème} anniversaire de l'ouverture de son consulat à Laâyoune

Le consulat général de l'Union des Comores à Laâyoune a organisé, samedi dernier, une cérémonie en célébration du 5^{ème} anniversaire de l'ouverture de cette représentation diplomatique, la première dans la capitale du Sahara marocain.

Placée sous le signe "Cinq ans de diplomatie, de contact et de proximité du consulat général de l'Union des Comores au Sahara marocain", cette célébration a été une occasion pour mettre en évidence les relations diplomatiques, scientifiques et économiques entre le Maroc et l'Union des Comores, qui avait ouvert en décembre 2019 un consulat général dans le chef-lieu des provinces du Sud du Royaume.

Dans une allocution de circonstance, le consul général de l'Union des Comores à Laâyoune, Said Omar Said Hassane, a rappelé la position constante de son pays en faveur de l'intégrité territoriale du Royaume et la marocanité du Sahara. M. Said Hassane, qui est également le doyen du corps consulaire à Laâyoune, a mis l'accent sur la dynamique d'ouverture de représentations diplomatiques à Laâyoune et à Dakhla, notant que le Sahara marocain devient ainsi un lieu stratégique de rencontre et de dialogue entre diverses cultures et nations.

Il a également indiqué que le consulat général de son pays a opté pour une diplomatie de proximité afin de rendre opé-

rationnelle et tangible cette coopération bilatérale, notant que ce 5^{ème} anniversaire est l'occasion de célébrer cet événement historique et d'explorer de nouvelles pistes de coopération pour l'avenir.

Par ailleurs, le diplomate a fait savoir que les établissements universitaires et de formation professionnelle dans les provinces du Sud accueillent plusieurs étudiants de l'Union des Comores et d'autres pays africains, faisant observer qu'ils sont considérés comme de futurs ambassadeurs du Maroc dans le continent.

A cette occasion, le consul général de l'Union des Comores à Laâyoune, le wali de la région de Laâyoune-Sakia El

Hamra, gouverneur de la province de Laâyoune, Abdeslam Bekrate, et le président de la commune de Laâyoune, Moulay Hamdi Ould Errachid, ont visité une exposition photographique mettant en avant le riche patrimoine culturel comorien.

Un programme riche a été concocté pour cette célébration dont une conférence sur le développement, l'entrepreneuriat et l'employabilité des jeunes et des femmes dans les provinces du Sud, des visites aux entreprises et coopératives, des échanges intellectuels et culturels et des prestations artistiques, outre l'organisation d'une exposition d'objets d'art.

WESO Trends dresse un rapport alarmant sur l'emploi dans les pays à faible revenu

Taux de chômage à 12,6%
Il se situe à 13,6% au Maroc



« En 2024, le chômage des jeunes ne s'est guère amélioré, restant élevé à 12,6%. Le travail informel et la pauvreté des travailleurs ont retrouvé leurs niveaux d'avant-pandémie, et ce sont les pays à faible revenu qui ont eu le plus de difficultés à créer des emplois décents ». C'est ce qui ressort du rapport «Emploi et questions sociales dans le monde: Tendances 2025», (WESO Trends) qui vient d'être publié.

Situation préoccupante pour les jeunes

Selon ce document, « les jeunes sont les principales victimes de ces difficultés structurelles. En 2024, le taux de chômage des jeunes est resté élevé, atteignant 12,6%, sans perspective claire d'amélioration. Ce constat révèle une inadéquation persistante entre les compétences disponibles et les besoins du marché du travail, ainsi qu'un manque d'investissements dans des programmes de formation et d'intégration des jeunes dans des emplois stables et bien rémunérés ».

Ledit rapport ajoute, en outre, que « le taux d'activité continue de baisser, au détriment des jeunes. Il a légèrement reculé, ce qui a pesé sur la croissance de l'emploi. Il existe de grandes différences entre les pays à faible revenu, où les taux d'activité ont baissé de manière générale, et les pays à revenu élevé, où ils ont augmenté, en particulier chez les travailleurs âgés et les femmes. L'augmentation de la participation des personnes âgées au marché du travail dans les économies avancées a contrebalancé le vieillissement de la population en âge de travailler, ce qui a permis au taux d'activité global d'augmenter de près de 1

point de pourcentage au cours des dix dernières années dans ce groupe de pays, alors que le taux d'activité a baissé dans l'ensemble du monde ».

« Les écarts entre le taux d'activité des hommes et celui des femmes restent importants, puisque beaucoup moins de femmes que d'hommes participent au marché du travail, ce qui signifie que les pays se privent d'un fort potentiel d'amélioration du niveau de vie. Lorsque les écarts se sont réduits, ce n'est souvent pas en raison d'une meilleure participation des femmes, mais d'une baisse continue des taux d'activité des hommes, en particulier des jeunes », précise le rapport. Et d'indiquer : « Malheureusement, ce recul du taux d'activité des jeunes hommes n'est pas entièrement dû à l'augmentation des niveaux d'éducation. En effet, le taux de jeunes hommes sans emploi et ne suivant ni études ni formation (ce que l'on appelle les «NEET») a augmenté ces dernières années par rapport aux moyennes passées. Dans les pays à faible revenu en particulier, le taux de NEET des jeunes hommes a augmenté de près de 4 points de pourcentage par rapport à la moyenne historique, les laissant moins bien préparés au marché du travail et plus vulnérables aux chocs futurs ».

Au Maroc, une crise structurelle aux enjeux multiples

L'exemple marocain illustre parfaitement l'imbrication des défis globaux décrits dans le rapport WESO Trends. En effet, les données récemment publiées par Bank Al-Maghrib mettent en lumière une situation tout aussi préoccupante. Avec un taux de chômage national s'élevant à 13,6%, le pays fait face à un défi structurel, parti-

culièrement accentué chez les jeunes urbains âgés de 15 à 24 ans. Parmi cette tranche d'âge, 50,3% ne sont ni employés, ni étudiants, ni en formation. Ces chiffres traduisent une réalité alarmante qui, bien que semblable à celle décrite dans le rapport WESO Trends, reflète des spécificités marocaines.

Un des facteurs clés expliquant cette situation est l'échec du système éducatif à préparer efficacement les jeunes au marché du travail. En effet, de nombreux diplômés marocains se retrouvent avec des compétences inadéquates aux besoins des entreprises, aggravant leur difficulté à accéder à des emplois stables et décentement rémunérés. De plus, l'absence de programmes nationaux d'accompagnement pour favoriser l'intégration des jeunes dans le monde professionnel amplifie leur frustration et leur marginalisation sociale.

La faiblesse des opportunités d'emploi dans les zones urbaines et le manque d'initiatives pour développer des secteurs porteurs à même d'absorber la main-d'œuvre qualifiée constituent également des obstacles majeurs. Ces insuffisances poussent une partie de cette jeunesse à envisager l'émigration, souvent au péril de sa sécurité, à la recherche de meilleures perspectives économiques à l'étranger.

Le chômage massif des jeunes ne s'agit pas seulement une question économique : il s'agit également d'une problématique sociale profonde. Cette génération, exclue des opportunités économiques, nourrit un sentiment d'injustice et d'exclusion, susceptibles de créer des tensions sociales. Par ailleurs, l'absence d'une vision stratégique à long terme pour remédier à cette crise risque d'hypothéquer l'avenir du pays, en privant l'économie nationale de l'énergie et du potentiel

d'une main-d'œuvre jeune et dynamique.

Pour nombre de spécialistes, une réforme urgente et ambitieuse du système éducatif, combinée à des politiques favorisant l'entrepreneuriat et l'accès à des stages et emplois pour les jeunes, s'impose pour inverser cette tendance inquiétante. Investir dans des secteurs tels que les énergies renouvelables, les technologies numériques ou encore l'agriculture durable pourrait constituer des leviers importants pour redonner espoir à cette génération et renforcer la résilience économique du Royaume.

Retour de l'informalité et de la pauvreté au travail

Après une amélioration temporaire durant la pandémie, l'informalité et la pauvreté au travail ont retrouvé leurs niveaux pré-pandémiques, révèle l'edit le WESO Trends2025. Cette tendance inquiétante signale que la reprise de l'emploi a perdu de son élan, réduisant sa capacité à engendrer des progrès significatifs et à combler le retard dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

« D'autres indicateurs sociaux n'ont guère montré de signes d'amélioration depuis 2015. Même si elle recule au niveau mondial, la pauvreté au travail persiste dans les pays à faible revenu, et ses formes extrêmes touchent 240 millions de travailleurs, soit 7 pour cent de la main-d'œuvre mondiale. L'informalité perdure et reste élevée dans de nombreuses régions du monde; plus de la moitié de la main-d'œuvre mondiale n'est pas correctement couverte par des dispositifs de sécurité sociale, une protection juridique ou des mesures de sécurité sur le lieu de travail. Les inégalités se sont accrues. Les baisses de la pauvreté au travail et de l'informalité se sont concentrées dans quelques pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est et d'Amérique latine. De nombreux autres pays n'ont connu qu'une réduction limitée et continuent de lutter pour faire du travail décent une réalité », souligne le rapport. Et d'ajouter : « Bien que les taux d'inflation aient baissé, la croissance des salaires n'a pas totalement rattrapé la perte de revenus liée à la pandémie, en partie en raison de la faible croissance de l'emploi. Le chômage mondial est resté stable, mais la croissance des salaires réels ne s'est intensifiée que dans quelques économies avancées où la demande de main-d'œuvre est particulièrement forte ».

La faiblesse de la croissance des salaires réels, poursuit le rapport, s'explique en partie par le transfert du pouvoir sur le marché du travail vers les employeurs au cours de la dernière décennie. « Dans les pays pour lesquels des données sont disponibles, la concentration croissante du marché est corrélée à un transfert du pouvoir sur le marché du travail des travailleurs vers les employeurs, avec des effets particulièrement néfastes pour les groupes vulnérables et les jeunes. Plus précisément, la concentration du marché du travail semble avoir contribué à accélérer l'automatisation sans pour autant améliorer la productivité du travail », concluent les rédacteurs dudit rapport.

L'administration de la prison locale de Laâyoune réfute les allégations de la mère d'un détenu mineur selon lesquelles son fils aurait été "battu par un fonctionnaire"



L'administration de la prison locale de Laâyoune a réfuté les allégations de la mère d'un détenu mineur de cet établissement pénitentiaire selon lesquelles son fils aurait été "battu par un fonctionnaire" et qu'il "présentait des traces de torture constatées lors de sa visite".

En réponse à une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, l'administration de la prison locale indique dans une mise au point que le détenu mineur (L.A.A) avait déposé une plainte verbale auprès du chef de Service de sécurité et de discipline le 10 janvier dans laquelle il prétendait avoir été victime de violences et de mauvais traitements de la part d'un fonctionnaire, ajoutant qu'après l'ouverture d'une enquête à ce sujet, il a été constaté que

ces allégations étaient sans fondement.

Pour ce qui est des blessures et contusions présentes sur le corps du détenu mineur, l'administration explique que "ce dernier s'est exposé à plusieurs reprises à la violence, puisqu'il s'est agressé lui-même à plus de sept reprises, dont la dernière le 18 janvier 2025, lorsqu'il s'est cogné violemment la tête contre les murs de la chambre, selon les témoignages des détenus partageant la même pièce".

Le détenu mineur avait déjà été admis dans un hôpital externe le 14 janvier 2025, après s'être agressé lui-même, poursuit la même source, notant qu'"il avait été examiné par un psychiatre qui lui avait prescrit des médicaments appropriés, mais il avait refusé de les prendre".

Cem Özdemir, ministre allemand de l'Alimentation et de l'Agriculture

Le Maroc, un partenaire important pour l'Allemagne et pour l'UE

Le Maroc est "un partenaire important" aussi bien pour l'Allemagne que pour l'Union européenne (UE), notamment dans le domaine de l'agriculture, a affirmé, samedi à Berlin, le ministre fédéral allemand de l'Alimentation et de l'Agriculture, Cem Özdemir.

Le responsable allemand a salué, dans une déclaration à la presse à l'issue de ses entretiens avec le ministre de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et Forêts, Ahmed El Bouari, les "relations d'amitié et de partenariat très solides entre le Maroc et l'Allemagne, basées sur l'égalité", ainsi que la qualité de la collaboration et de la coopération entre les ministères de l'Agriculture des deux pays.

MM. El Bouari et Özdemir ont tenu samedi une réunion bilatérale en marge de la Semaine verte de Berlin (17 - 26 janvier), au terme de laquelle les deux ministres ont signé une déclaration portant création d'un groupe de travail Maroc-Allemagne pour une coopération plus étroite dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture.

"Nous souhaitons désormais hisser ces relations (maroco-allemandes) à un niveau supérieur et avancer ensemble", a affirmé, à cette occasion, M. Özdemir. L'initiative d'un groupe de travail conjoint prend tout son sens, selon le ministre allemand, car les deux



pays font face à des défis communs tels que la crise climatique, la gestion des ressources en eau et le soutien aux agriculteurs.

M. Özdemir a également salué le niveau de l'échange d'expériences dans le domaine agricole entre le Maroc et l'Allemagne, deux pays qui œuvrent ensemble à bâtir un

avenir commun.

La création de ce groupe de travail Maroc-Allemagne s'inscrit dans le cadre de la participation du Maroc à la 89e édition de la Semaine verte internationale de Berlin (Grüne Woche), où le Royaume est représenté par un pavillon inauguré vendredi par M. El Bouari en présence de

M. Özdemir.

Le pavillon marocain rassemble 21 exposants représentant 39 coopératives issues des 12 régions du Royaume, et propose des produits typiquement marocains tels que l'huile d'argan et ses dérivés, l'huile d'olive, le safran, les dattes, ainsi que des plantes aromatiques et médicinales.

Référence mondiale dans le domaine de l'agriculture, la Grüne Woche réunit cette année plus de 1.500 exposants venus d'une soixantaine de pays et attire près de 400.000 visiteurs, faisant de Berlin un carrefour majeur pour les échanges autour de l'alimentation, de l'agriculture et de l'horticulture.

Disparition de quatre camionneurs marocains entre le Burkina Faso et le Niger

Quatre camionneurs marocains sont portés disparus depuis samedi alors qu'ils se trouvaient sur une route entre le nord-est du Burkina Faso et l'ouest du Niger. La trace de ces ressortissants marocains, qui circulaient à bord de trois camions différents, "a été perdue entre Dori au Burkina Faso et Téra au Niger", a indiqué à l'AFP une source de l'ambassade du Maroc au Burkina Faso, sous couvert d'anonymat. Cette région a été le théâtre d'une embuscade meurtrière le 11 janvier 2024, entre Dori et Seytenga, ayant coûté la vie à 18 militaires et à plusieurs civils.

Les camionneurs "ont emprunté un itinéraire qui traverse une zone à très haut risque, où s'activent des cellules terroristes et des groupes armés connus pour leurs actes de pillages réguliers visant des transporteurs routiers", a-t-elle précisé. L'ambassade marocaine est "en coordination étroite" avec les autorités burkinabés afin de retrouver les quatre disparus.

Une cellule de crise a également été mise en place à Rabat au sein du ministère des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger. "Emprunter l'axe Dori-Téra, sans escorte, et visiblement sans avoir



pris le temps de s'informer sur la situation sécuritaire de la zone, constitue en soi un aventurisme de la part de ces camionneurs, qui ont fait fi de toute mesure de prudence préalable à leur

voyage", a-t-on souligné de même source. "Les opérateurs de transport ont l'obligation absolue de respecter les protocoles de sécurité établis", a rappelé la même source.

Le Burkina Faso, comme ses voisins le Niger et le Mali, est confronté depuis des années aux attaques de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda et à l'Etat islamique.

Bruno Retailleau fustige à nouveau l'Algérie et réclame la fin de l'accord de 1968

Le ministre français de l'Intérieur Bruno Retailleau a dit souhaiter la fin de l'accord franco-algérien de 1968 relatif aux conditions d'entrée en France des ressortissants algériens, dans un contexte de grandes tensions entre les deux pays. Invité de la chaîne BFMTV, le ministre a répété dimanche que la France avait été "humiliée" par l'Algérie lorsque ce pays a récemment refusé l'entrée sur son territoire d'un influenceur algérien expulsé de France.

"L'Algérie, a-t-il dit, n'a pas respecté le droit international" en refusant l'accès sur son territoire à cet influenceur qui avait "un passeport biométrique" certifiant sa nationalité.

Le ministre a évoqué, en outre, le sort de l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal, emprisonné en Algérie. "La France, a poursuivi, M. Retailleau, doit choisir des moyens de répondre à l'Algérie". "On est allé au bout du bout (...) je suis favorable à des mesures fortes car

sans rapport de forces, on n'y arrivera pas".

Il a souhaité à cet égard que l'accord de 1968 soit remis en cause. "Cet accord est daté et a déformé l'immigration algérienne. Il n'a pas lieu d'être. Il faut le remettre sur la table", a-t-il jugé.

Il s'agit d'un accord bilatéral signé le 27 décembre 1968 qui crée un statut unique pour les ressortissants algériens en matière de circulation, de séjour et d'emploi. Le texte, qui relève du droit international et prime donc sur le droit français, écarte les Algériens du droit commun en matière d'immigration. Leur entrée est facilitée (sans qu'ils n'aient besoin de visa de long séjour), ils peuvent s'établir librement pour exercer une activité indépendante et accèdent plus rapidement que les ressortissants d'autres pays à la délivrance d'un titre de séjour de 10 ans.

Dénonçant "l'agressivité" d'Alger vis-à-vis de Paris, M. Retailleau a fait valoir que "la France a fait tout ce qu'elle pouvait sur le chemin de la réconciliation et en retour, on n'a eu que des gestes d'agression". "La fierté française a été blessée par l'offense que l'Algérie a faite à la France", a-t-il encore dit.



L'épargne nationale devrait atteindre 28,3% du PIB en 2025

L'épargne nationale devrait atteindre 28,3% du produit intérieur brut (PIB) en 2025, selon le Haut-commissariat au plan (HCP). "Tenant compte des revenus nets extérieurs qui devraient représenter 7,4% du PIB en 2024 et 7,1% en 2025, l'épargne nationale devrait atteindre 28,3% du PIB en 2025", indique le HCP qui vient de publier son Budget économique prévisionnel 2025.

Selon la même source, le taux d'épargne intérieure devrait marquer un accroissement, passant de 20,7% du PIB en 2024 à 21,1% en 2025. Cette progression est le résultat d'une hausse prévue de 5,9% du PIB nominal et une augmentation attendue de 5,4% de la consommation finale nationale en valeur en 2025, explique le HCP.

De son côté, le niveau d'investissement brut devrait avoisiner 29,8% du PIB en 2025 après 29,6% estimé en 2024. Ainsi, le besoin de financement devrait se stabiliser autour de 1,5% du PIB en 2024 et 2025.



Les autorités à pied d'œuvre pour le déneigement des routes à Ifrane

Les services du ministère de l'Équipement dans la province d'Ifrane sont à pied d'œuvre, depuis vendredi, pour rétablir la circulation sur les axes routiers coupés par les importantes chutes de neiges.

En effet, et comme annoncé par le bulletin d'alerte de la direction générale de la météorologie, la province d'Ifrane a connu de fortes chutes

de neige depuis vendredi et qui se sont poursuivies jusqu'au samedi matin.

Ces chutes de neige ont provoqué l'interruption de la circulation sur les routes reliant Azrou à Timahdite, Azrou à Ifrane, Habri à Michlifen et Michlifen à Ifrane.

Les différents services de la Direction provinciale du ministère de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau, épaulés par les autorités locales et les services de sécurité, ont mobilisé l'ensemble de la logistique pour libérer les axes routiers devant la circulation routière et assurer ainsi la sécurité des usagers de la route.

Selon la Direction provinciale de l'Équipement, tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour que cette campagne de déneigement se déroule dans les meilleures conditions en vue de rétablir la circulation sur l'ensemble des axes routiers qui ont été coupés à la circulation à cause de ces fortes chutes de neige.

Par ailleurs, la Direction a invité les usagers à observer les précautions nécessaires en vérifiant l'état des pneus véhicules et en respectant les recommandations des autorités locales et du personnel chargé de l'opération de déneigement.

“Basma wa ifada”, une initiative pour soutenir la scolarisation des élèves du primaire

Les activités de la caravane “Basma wa ifada” visant à renforcer les activités numériques, sportives et culturelles au profit des élèves des établissements d'enseignement primaire dans la préfecture de M'diq-Fnideq, se sont poursuivies samedi au niveau de l'école communautaire El Kadi Ayad dans la commune de Belyounech.

Organisée à l'initiative de l'association “Conseil maison des jeunes à M'diq”, en partenariat avec le Comité préfectoral de développement humain (CPDH) et la direction préfectorale de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports de M'diq-Fnideq, cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme “Impulsion du capital humain des générations montantes” de la phase III de l'INDH, notamment l'axe relatif à l'appui à la scolarité et l'épanouissement des enfants.

Selon le document de présentation de l'initiative, cette activité récréative et éducative vise à renforcer l'épanouissement des élèves en les impliquant dans des activités spor-

tives, culturelles et numériques, à encourager la scolarisation et à lutter contre le décrochage scolaire, à renforcer l'esprit de citoyenneté, les compétences et les soft skills des élèves, et à découvrir leurs talents sportifs et culturels.

Cette étape de la caravane, à laquelle ont participé plus de 100 élèves de la commune de Belyounech, a été marquée par l'organisation d'ateliers de formation dans les technologies numériques, la robotique, la photographie, le recyclage et les échecs, en plus d'activités sportives et de divertissement, avant la distribution de prix et de cadeaux aux enfants méritants.

Dans une déclaration à la MAP, la responsable de la caravane, Maha El Hadri, a indiqué que cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme de l'association “Conseil maison des jeunes à M'diq” relatif à l'appui à la scolarisation et l'épanouissement des enfants au titre de la rentrée scolaire 2024-2025.

Cette caravane est l'occasion pour les enfants d'acquérir de nou-



velles capacités et compétences à travers les formations proposées, notamment en matière d'innovation, de robotique, d'impression 3D, de photographie, d'échecs et de recyclage, a-t-elle ajouté. La caravane, qui a démarré le 25 décembre et se poursuit jusqu'au 25 janvier, fera le tour de 14 établissements scolaires dans la préfecture de M'diq-Fnideq, dont 7 en milieu rural, et bénéficiera

à près de 5.000 élèves.

Il est à noter que la caravane “Basma wa ifada” fait partie de 40 projets programmés dans le cadre du programme “Impulsion du capital humain des générations montantes” pour la période 2019-2024 dans la préfecture de M'diq-Fnideq, auquel l'INDH a alloué 23,7 millions de dirhams et qui bénéficiera au total à plus de 17.000 bénéficiaires.

Campagne médicale à Sefrou au profit de 70 élèves en situation de handicap

Une caravane médicale multidisciplinaire a été organisée, samedi, au profit de 70 élèves en situation de handicap, scolarisés dans les établissements éducatifs de la commune

d'El Menzel, dans la province de Sefrou.

Cette campagne, organisée par la direction provinciale de l'Éducation nationale de Sefrou, sous la supervision de l'Académie régio-

nale d'Éducation et de Formation (AREF) de Fès-Meknès, a été encadrée par une équipe médicale et paramédicale spécialisée.

Cette action sociale, initiée en partenariat avec l'Association Retour à l'Espoir pour les porteurs d'implants cochléaires, a inclut des consultations en médecine générale, en kinésithérapie, en orthophonie, en correction auditive, en soutien psychologique, ainsi qu'en thérapie sensorimotrice et en éducation spécialisée.

Hicham Halim, chef du service de l'éducation inclusive à l'AREF de Fès-Meknès, a déclaré à la MAP que cette campagne s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme national de l'éducation inclusive et de la feuille

de route 2022-2026 pour l'éducation et la formation. Selon lui, cette campagne est de nature à contribuer à la réalisation des objectifs du programme structurant relatif à l'éducation inclusive. Il a ajouté que cette initiative vise à fournir à tous les élèves en situation de handicap des dossiers médicaux leur permettant de s'intégrer plus facilement dans les établissements scolaires, d'adapter leurs apprentissages, ainsi que leurs évaluations et examens, et de participer pleinement à la vie scolaire.

Depuis le lancement du programme national d'éducation inclusive, la Direction provinciale de Sefrou a équipé et adapté 17 établissements scolaires inclusifs ré-

partis dans les différents zones, grâce à un partenariat avec l'AREF, l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) et le Conseil provincial de Sefrou.

L'école Riyad, qui a accueilli cette campagne, fait partie du réseau des établissements inclusifs de la province. Elle dispose d'un complexe éducatif intégré avec trois salles dédiées aux services de prise en charge, de réhabilitation et de kinésithérapie pour les élèves de ce bassin scolaire, en partenariat avec l'Association Mafatih Ar-Rahma. Cette initiative vise à offrir un environnement éducatif inclusif et favorable à tous les élèves, y compris ceux ayant des besoins spécifiques ou des handicaps.





Trêve à Gaza

Israël relâche 90 Palestiniens après la libération de trois otages par le Hamas



La trêve est entrée en vigueur dimanche à 09H15 GMT avec près de trois heures de retard, le Hamas ayant tardé à fournir la liste des trois otages israéliennes devant être libérées le jour même. Le mouvement a fait état de "complications sur le terrain" et de "la poursuite des bombardements".

En fin d'après-midi, un dirigeant du Hamas a déclaré à l'AFP que "les trois otages" avaient été "remises au Comité international de la Croix-Rouge" à Gaza-ville (nord), puis l'armée israélienne a confirmé leur arrivée en Israël.

Il s'agit de l'Israëlo-britannique Emily Dammari (28 ans) et de l'Israëlo-roumaine Doron Steinbrecher (31), capturées au kibboutz Kfar Aza, ainsi que de Romi Gonen (24), capturée au festival de musique Nova, le 7 octobre 2023.

Selon les termes de l'accord, des dizaines de prisonniers palestiniens devaient être libérés dimanche en échange des trois otages. Peu après minuit lundi, l'Autorité pénitentiaire israélienne a indiqué que "90 terroristes" avaient été "libérés" de la prison militaire d'Ofer, en Cisjordanie occupée, et d'un centre de détention à Jérusalem.

Des centaines de personnes ont accueilli le passage des bus transportant les prisonniers sur une route de Beitunia menant à Ramallah, siège de l'Autorité palestinienne, en brandissant des drapeaux palestiniens et d'autres de divers mouvements politiques palestiniens.

Pendant ce temps, dans la bande de Gaza, des milliers de déplacés palestiniens ont pris la route au milieu d'un paysage apocalyptique pour rentrer chez eux. "Nous n'avons même

pas pu trouver l'emplacement exact de nos maisons" en raison de "l'ampleur des destructions", s'est désolée à Rafah (nord) Maria Gad El Haq, qui fait partie des 2,4 millions de Palestiniens dont la majorité a été déplacée par la guerre.

L'entrée en vigueur de l'accord, intervenu à la veille du retour à la Maison Blanche de Donald Trump, nourrit l'espoir d'une paix durable dans le territoire palestinien, bien que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu ait prévenu qu'Israël se réservait "le droit de reprendre la guerre si besoin". La branche armée du Hamas a dit que la trêve dépendait du "respect des engagements" par Israël.

Entre le début prévu de la trêve et son entrée en vigueur effective, Israël a mené des frappes à Gaza qui ont tué huit Palestiniens, selon la Défense civile locale.

Annoncé mercredi par les médiateurs -- Qatar, Etats-Unis, Egypte--, l'accord ambitieux à terme, selon Doha, de déboucher sur la "fin définitive" de la guerre. Selon ses termes, les hostilités doivent cesser et 33 otages israéliens doivent être libérés dans une première phase de six semaines.

En échange, les autorités israéliennes ont dit qu'elles libèreraient dans ce délai quelque 1.900 Palestiniens.

L'accord de trêve précise par ailleurs que 236 Palestiniens condamnés à perpétuité pour avoir commis ou participé à des attaques ou attentats et devant être libérés dans le cadre de l'échange, seront exilés, essentiellement vers le Qatar ou la Turquie.

Daniel Hagari, porte-parole de l'armée israélienne, a déclaré qu'"entre trois et quatre femmes enlevées" seraient "libérées chaque semaine". Un haut responsable du Hamas a ensuite indiqué à l'AFP que la prochaine libération aurait lieu "samedi prochain".

Quelques minutes après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, qui prévoit également une augmentation de l'aide humanitaire à Gaza, l'ONU a annoncé l'arrivée des premiers camions d'aide.

Selon l'Egypte, l'accord prévoit "l'entrée de 600 camions d'aide par jour". D'après un responsable égyptien, "260 camions d'aide et 16 de carburant" étaient entrés en fin de journée dimanche.

"Nous essayons d'atteindre un million de personnes dans les plus brefs délais", a déclaré à l'AFP Carl Skau, directeur exécutif adjoint du Programme alimentaire mondial.

Pendant la première phase de la trêve seront négociées les modalités de la deuxième, qui doit permettre la libération des derniers otages, avant la dernière étape portant sur la reconstruction de Gaza et la restitution des corps des otages morts en captivité.

Selon Joe Biden, la première phase comprend aussi un retrait israélien des zones densément peuplées à Gaza.

L'OMS prête à aider Gaza mais sous condition d'un accès garanti

L'Organisation mondiale de la santé est prête à augmenter immédiatement l'aide à Gaza à condition de se voir garantir l'accès à l'ensemble de la population palestinienne partout sur le territoire dont les infrastructures de santé sont largement détruites ou endommagées. "Il est essentiel que les obstacles sécuritaires qui entravent les opérations soient levés" et l'OMS "aura besoin de conditions sur le terrain qui permettent un accès systématique à la population de Gaza, l'afflux d'aide par toutes les frontières et voies possibles et la levée des restrictions à l'entrée des produits essentiels", souligne l'organisation dans un communiqué.

"Les défis sanitaires à venir sont immenses" et l'OMS a estimé la semaine dernière à "plus de 10 milliards de dollars" le montant nécessaire pour remettre le système de santé sur pied.

L'agence dresse un tableau noir de la si-

tuation sanitaire d'un territoire bombardé par l'armée israélienne pendant 15 mois sans répit.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur dimanche. Israël disposait jusque-là du contrôle total du volume et de la nature de l'aide qui pouvait pénétrer dans Gaza. Selon l'Egypte, l'accord de cessez-le-feu prévoit l'entrée de 600 camions d'aide par jour.

"Les soins de santé spécialisés sont largement indisponibles, les évacuations médicales à l'étranger sont extrêmement lentes. La transmission des maladies infectieuses a considérablement augmenté, la malnutrition est en hausse et le risque de famine persiste", souligne l'agence. Elle s'inquiète aussi de "l'effondrement de l'ordre public, exacerbé par les gangs armés" qui risquent d'interférer avec l'arrivée de l'aide par voie terrestre.

L'OMS se base sur les chiffres du ministère de la santé du Hamas pour établir ses bi-

lans, mais estime que "les chiffres réels sont probablement bien plus élevés" que les plus de 46.600 personnes tuées et plus de 110.000 blessées.

Elle rappelle aussi que seule la moitié des 36 hôpitaux de Gaza restent partiellement opérationnels. "Presque tous les hôpitaux sont endommagés ou partiellement détruits, et seulement 38% des centres de soins de santé primaires sont fonctionnels", note l'OMS, qui estime qu'un quart des blessés - soit environ 30.000 personnes - souffrent de blessures qui auront besoin d'une rééducation continue.

Selon l'organisation, environ 12.000 personnes ont besoin d'être évacuées en urgence pour être soignées ailleurs.

L'OMS et ses partenaires comptent mettre en oeuvre un plan de 60 jours, qui se concentrera sur les soins de traumatologie et d'urgence, les soins de santé primaires, la

santé infantile, les maladies non transmissibles, la santé et les droits sexuels et reproductifs, la rééducation, la santé mentale et le soutien psychosocial.

"Des travaux sont en cours pour augmenter d'urgence la capacité en lits dans certains hôpitaux du nord et du sud de Gaza, ainsi que pour étendre les capacités opérationnelles", y compris en embauchant les personnels locaux.

Des hôpitaux de campagne doivent aussi être acheminés dans les semaines qui viennent pour pallier aux manques des hôpitaux existants.

Une initiative qui coûte cher dans un contexte financier déjà très difficile pour de nombreuses agences qui doivent faire face en même temps à de nombreuses crises, au-delà de Gaza. "L'OMS et ses partenaires auront besoin d'une augmentation massive du financement", souligne l'Organisation.

Après des mois d'attente, la joie des chauffeurs d'entrer dans Gaza pour livrer de l'aide

Une file impressionnante de semi-remorques chargés de marchandises enveloppées d'une toile blanche franchit dimanche lentement les portes blindées du poste-frontière de Rafah afin d'atteindre la bande de Gaza soumise pendant quinze mois à un déluge de feu israélien.

Les chauffeurs attendent l'autorisation d'accéder à ce territoire palestinien en proie à la famine pour y livrer de la nourriture, de l'aide médicale et du carburant après avoir traversé des points de passage israéliens de Nitzana et Kerem Shalom.

Ils ne sont pas rentrés chez eux depuis des mois pour ne pas se faire voler la marchandise qu'ils sont censés distribuer à ce territoire assiégé où vivaient 2,4 millions d'habitants avant le 7 octobre 2023.

Des journalistes de l'AFP, qui se trouvaient du côté égyptien de la frontière, ont vu des centaines de camions transportant de l'aide humanitaire à Rafah et autour d'Arich, à 50 kilomètres à l'ouest.

Ceux qui reviennent font le signe de la victoire et klaxonnent à tue-tête pour marquer leur satisfaction d'avoir rempli leur mission.

"Depuis des mois, nous mangeons, dormons et prenons une douche dans nos camions, attendant le moment où l'on nous dira que nous pourrions entrer", déclare à l'AFP Essam Dessouky, un camionneur corpu lent de la ville d'al-Mahalla al-Koubra, dans le delta du Nil.

Originnaire d'Ismailia, dans la péninsule du Sinaï, Mohamed Aboul Maati, son collègue d'une cinquantaine d'années, se déclare "incroyablement fier de pouvoir accomplir sa tâche".

Depuis des mois, ils ont ressenti les chocs et les vibrations des bombardements israéliens incessants, de l'autre côté de la frontière.

Samedi, la veille de la trêve, "les vitres de mon camion ont tremblé sous l'impact des bombes lâchées du ciel", confie Eassam Dessouky, 45 ans. "Je me suis réveillé terrifié,



j'ai cru que les bombes tombaient juste devant moi", ajoute-t-il.

Samedi, cinq membres d'une même famille de déplacés palestiniens ont péri dans une frappe qui a touché leur tente à Khan Younés (sud), selon la Défense civile.

À la frontière dimanche, alors que l'après-midi s'étirait sans les bruits familiers des bombardements, ceux qui vivent et travaillent dans la région semblaient désorientés.

"C'est la première fois que c'est aussi calme", a déclaré un travailleur humanitaire, en poste à la frontière depuis le début de la guerre. Saad Ismail Rakha, 63 ans, qui dit avoir de la famille à Gaza, explique le sentiment d'impuissance dont il était saisi face à ce que les Palestiniens ont subi.

"Chaque fois que je ressens une petite faim, j'imagine ce qu'ils doivent ressentir de

l'autre côté de la frontière, c'est angoissant", dit-il à l'AFP. "Nous ferions tout ce que nous pouvons pour aider nos frères palestiniens, nous donnerions nos vies si nous le pouvions, mais tout ce que nous pouvons faire, c'est transporter notre cargaison", a-t-il déclaré.

A 22 ans, Nasser Ayman Nasr conduit depuis quatre ans le camion de son père sur les 275 km séparant Sharqiya dans le delta du Nil et Gaza, pour livrer de l'aide. Car, même avant la guerre actuelle, le petit territoire palestinien était assiégé et avait désespérément besoin d'aide, mais rien ne peut se comparer à ce qu'il a vu dans cette guerre. "Les enfants criaient après mon camion, suppliant: «Tonton, tonton, s'il te plaît»", a-t-il raconté à l'AFP à propos de ses voyages dans ce territoire, avant même que les forces

israéliennes ne prennent le contrôle du côté palestinien du passage de Rafah en mai, entraînant sa fermeture. "Une femme s'est un jour jetée devant mon camion pour me supplier de m'arrêter et de lui donner quelque chose à manger", a-t-il raconté avant que le son strident d'un klaxon l'incite à avancer.

Attendant son tour sur le bord de la route, Nasser interpelle un chauffeur pour lui demander une cigarette. "Bon sang, je suis ici depuis trois mois, je n'en ai plus", dit-il en riant.

Ceux qui ont livré leur marchandise et retrent chez eux ne seront absents que quelques jours. Après avoir rendu visite à leurs proches et chargé des marchandises auprès d'organisations humanitaires, ils retourneront directement à la frontière pour une nouvelle navette.

Les Houthis mettent en garde contre toute attaque au Yémen durant la trêve



Les rebelles houthis du Yémen ont mis en garde dimanche les "forces ennemies" présentes en mer Rouge, dont les États-Unis, contre les "conséquences" qu'aurait toute attaque sur leur pays lors de la trêve dans la bande de Gaza entre Israël et le Hamas.

Ces rebelles soutenus par l'Iran, qui contrôlent de grands pans du Yémen et la capitale Sanaa, ont aussi revendiqué une attaque contre plusieurs navires de guerre dont le porte-avions américain USS Harry S. Truman.

Les Houthis "avertissent les forces ennemies en mer Rouge des conséquences de toute agression contre notre pays pendant la période de cessez-le-feu à Gaza", ont déclaré les rebelles dans un communiqué et une vidéo sur X. Les Houthis "feront face à toute agression par des opérations militaires précises" sans aucune "ligne rouge", ont-ils ajouté.

Le chef des rebelles, Abdel Malek al-Houthi, a déjà menacé jeudi de poursuivre ses attaques contre Israël si ce dernier ne respectait pas l'accord de trêve.

Depuis novembre 2023, les Houthis mènent des attaques au large du Yémen contre des navires qu'ils estiment liés à Israël, disant agir en solidarité avec les Palestiniens dans le contexte de la guerre dans la bande de Gaza.

Ces attaques ont perturbé le trafic en mer Rouge et dans le golfe d'Aden, une zone maritime essentielle pour le commerce mondial, poussant les États-Unis à mettre en place une coalition navale multinationale et à frapper des cibles rebelles au Yémen, parfois avec l'aide du Royaume-Uni.

Dimanche, les Houthis ont affirmé avoir ciblé le porte-avions américain USS Harry S. Truman. "Le porte-avions américain a été contraint de quitter le théâtre des opérations", d'après le communiqué des Houthis.

L'armée américaine a de son côté assuré que "le porte-avions fonctionne sans interruption" depuis son arrivée au Moyen-Orient. "Nous ne répondrons pas à la campagne de désinformation des Houthis", a déclaré à l'AFP un porte-parole du Commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom).

Moscou accuse l'Ukraine d'avoir tué des civils dans la région de Koursk

La Russie a annoncé dimanche avoir ouvert une enquête sur les allégations selon lesquelles les troupes ukrainiennes auraient tué des civils dans un village russe conquis par les forces de Kiev.

L'Ukraine a pris le contrôle de dizaines de localités frontalières dans la région de Koursk, dans l'ouest de la Russie, depuis qu'elle y a lancé une offensive surprise en août, et affirme qu'environ 2.000 civils vivent encore dans les zones qu'elle occupe.

L'armée russe a commencé à repousser cette offensive et a repris plusieurs localités.

Le Comité d'enquête russe, qui enquête sur les crimes majeurs, a affirmé que les troupes ukrainiennes avaient "tué au moins sept civils qui s'abritaient dans le sous-sol d'une maison" dans le village de Russkoe Porechnoye, à environ vingt kilomètres de la frontière.

Des médias d'Etat russes ont publié dans la nuit une vidéo, fournie par l'armée, montrant des troupes russes découvrant des cadavres dans un sous-sol.

L'AFP n'est pas en mesure de vérifier immédiatement ces affirmations ni la vidéo, qui montre des soldats russes dans une pièce sombre en train de retirer des couvertures et des vêtements recouvrant des corps.

L'Ukraine n'a pas réagi officiellement.

Dans une déclaration, la porte-parole



du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a accusé l'Ukraine de "massacre cannibale de civils".

La Russie et l'Ukraine s'accusent mutuellement du meurtre de civils depuis le début du conflit il y a près de trois ans.

Les forces russes sont accusées d'avoir

assassiné des centaines de civils dans la ville ukrainienne de Boutcha, près de Kiev.

Les journalistes de l'AFP ont partie des médias internationaux qui ont vu et photographié les corps de civils ukrainiens tués, dont certains avaient les mains liées, dans cette ville.

Moscou a rejeté les atrocités commises à Boutcha et accusé Kiev d'avoir mis en scène ces images.

Cette affirmation a été démentie par plusieurs organisations indépendantes de vérification des faits et par des médias, dont l'AFP.

En Colombie, les affrontements impliquant l'ELN font plus de 80 morts



L'attaque sanglante de la guérilla de l'ELN contre des dissidents des FARC et la population civile a fait plus de 80 morts depuis jeudi dans la région colombienne du Catatumbo (nord-est), frontalière du Venezuela, selon un nouveau bilan dimanche des autorités.

"Nous estimons que plus de 80 personnes ont perdu la vie", a indiqué, dans un communiqué, William Villamizar, le gouverneur du département de Norte de Santander, où se situe la région du Cata-

tumbo. Le précédent bilan des autorités, communiqué samedi par le Bureau du médiateur colombien, faisait état d'environ 60 morts. "Plus de 20 (personnes) ont été blessées et environ 5.000 ont été déplacés" par les affrontements, a ajouté le gouverneur.

Depuis jeudi, les guérilleros des deux organisations s'affrontent pour le contrôle de cette zone stratégique pour la production de cocaïne.

Face à ce nouveau chapitre de violences, qui rappelle les pires heures du

conflit armé en Colombie, l'armée a intensifié son déploiement dans les montagnes du Catatumbo où "la situation est très critique", a déclaré samedi le commandant de l'armée, le général Luis Emilio Cardozo, en haranguant les soldats.

Selon un communiqué de l'armée, plus de 5.000 effectifs ont été déployés sur place "pour renforcer la sécurité". Le ministre de la Défense, Iván Velásquez, s'est rendu dans la ville de Cúcuta, à la frontière du Venezuela, pour diriger l'offensive contre les guérillas.

Les guérilleros de l'ELN "ont sorti les gens de chez eux et les ont tués de façon misérable, en violant les droits humains. C'est à nous, en tant qu'armée nationale, de stabiliser le territoire", a déclaré le général Cardozo aux officiers en uniforme.

Cet assaut de l'ELN (Armée de libération nationale) a mis fin à la trêve avec les dissidents de la défunte guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et a entraîné la suspension vendredi des négociations de paix par le président de gauche Gustavo Petro, qui a accusé l'ELN de "crimes de guerre".

Arrivé au pouvoir avec l'engagement de rechercher une solution négociée à six décennies de conflit armé, Gustavo Petro avait entamé des pourparlers avec l'ELN à la fin de l'année 2022. Mais le processus de paix est en crise constante en raison des attaques des rebelles, des différends avec d'autres groupes armés et des diver-

gences entre les différentes parties qui ont empêché la conclusion d'accords concrets.

En 2016, un accord de paix historique avait entraîné le désarmement des FARC, mais des groupes dissidents se sont réorganisés avec de nouvelles recrues.

Ce nouveau chapitre de violences à Catatumbo a entraîné un déplacement massif de populations civiles vers Tibú. L'AFP, qui s'est rendue sur place, a pu constater le climat de désespoir qui règne dans les quatre abris temporaires ouverts pour accueillir les sinistrés. "Nous avons très peur pour les enfants et que nous soyons laissés au milieu du conflit", a déclaré à l'AFP Carmelina Perez, 62 ans, qui a fui avec ses petits-enfants.

Avec plus de 50.000 hectares de cultures de coca, carburant du long conflit armé, Catatumbo est un symbole de la guerre interne qui a fait plus de 9,5 millions de victimes en six décennies.

Des villageois ont même été évacués en hélicoptère et "des déplacés continuent d'arriver dans les différents points d'accueil" des sinistrés, a indiqué à l'AFP une source militaire.

La Colombie doit participer à une session du Conseil de sécurité des Nations unies la semaine prochaine, au cours de laquelle elle présentera un rapport sur les "crimes de guerre" de l'ELN, selon le ministre des Affaires étrangères Luis Gilberto Murillo.

Economie

Le HCP s'attend à une croissance de 4,2% de la demande intérieure en 2025

Après une progression estimée à 4,9% en 2024, la demande intérieure devrait continuer de soutenir l'activité économique, avec une hausse de 4,2% en 2025, selon les estimations du Haut-commissariat au plan (HCP).

Des projections de l'institution publique, il ressort qu'elle devrait ainsi contribuer à hauteur de 4,6 points à la croissance du PIB, contre une contribution de 5,3 points attendue en 2024.

Dans son Budget économique prévisionnel 2025 qu'il vient de rendre public, le HCP prévoit que la consommation des ménages en 2025 devrait s'accroître de 3% après 3,2% estimé en 2024. Cette tendance s'explique notamment par un niveau maîtrisé de l'inflation et par une amélioration des revenus suite aux augmentations salariales décidées dans le cadre du dialogue social, à la bonne tenue des transferts des MRE, et à la poursuite de l'attribution des aides sociales directes. Ainsi, la contribution de la consommation des ménages devrait atteindre près de 1,8 point à la croissance du PIB en 2024 et 2025.

Ainsi, tenant compte de la consommation des administrations publiques qui devrait enregistrer une évolution de 4,1% en 2025 après une hausse attendue de 3,9% en 2024, la consommation finale nationale devrait afficher un accroissement de près de 3,3% en 2025 après 3,4% estimé une année auparavant, contribuant à hauteur de 2,6 points à la croissance du PIB, après 2,7 points en 2024.

L'investissement brut devrait continuer sa reprise entamée en 2023, profitant de l'impact positif des différents chantiers prévus et en vigueur, notamment dans le cadre de la poursuite de l'orientation favorable de la politique budgétaire en matière d'investissement, de préparatifs pour l'organisation des manifestations internationales et de la tendance évolutive des IDE. Il devrait se raffermir de 6,7% en 2025, après une hausse de 9,1% estimée en 2024, contribuant de 2 points à la croissance en 2025.

Après une estimation de 3% en 2024

Le Produit intérieur brut devrait croître de 3,8% en 2025

L'économie nationale devrait suivre une trajectoire positive en 2025, selon les projections du Haut-commissariat au plan (HCP) contenue dans son Budget économique prévisionnel 2025.

Après sa décélération en 2024, elle devrait se consolider en 2025 suite à une reprise modérée du secteur agricole et à la poursuite des performances des activités non agricoles, a indiqué l'institution publique.

Compte tenu de la hausse prévue des impôts et taxes sur les produits nets de subventions de 5% en 2025 après 5,7% en 2024, «le Produit intérieur brut (PIB) devrait croître de 3,8% en 2025 après une progression de 3% estimée en 2024», a estimé le HCP.

D'après l'institution, «en valeur, la croissance du PIB devrait passer de 4,5% en 2024 à 5,9% en 2025, donnant lieu à une inflation, mesurée par l'indice implicite du PIB de 2,1% en 2025 après 1,5% en 2024».

La campagne agricole 2024/2025 devrait se caractériser par des conditions climatiques relativement plus favorables que celles de la campagne précédente qui a connu un déficit pluviométrique sévère, menant à une production céréalière limitée à 31,2 MQx.

En conséquence, sous l'hypothèse d'une production céréalière inférieure à la moyenne, et après un repli de 5% estimé en 2024, «la valeur ajoutée agricole devrait évoluer de 4,1% en 2025».

Le secteur primaire devrait s'améliorer de 4,2% en 2025, après une baisse de 4,6% estimée en 2024, contribuant ainsi positivement de 0,4 point à la croissance du PIB après une contribution négative de 0,5 point en 2024, a poursuivi le HCP précisant que cette estimation tient compte d'un accroissement du secteur de la pêche maritime de 6,5% en 2025 après 3,8% estimé en 2024.

Soutenues par la dyna-



mique continue du secteur du BTP, des activités minières, et des activités industrielles, ainsi que par la poursuite de la bonne tenue des activités du commerce, du tourisme et du transport, les activités non agricoles devraient évoluer de 3,6% au titre de l'année en cours après avoir affiché une progression estimée de 3,8% l'année précédente.

Représentant 59% de la valeur ajoutée secondaire en moyenne entre 2019 et 2023, l'activité industrielle devrait de son côté afficher un accroissement de 3,7% en 2025 après une amélioration attendue de 4% en 2024.

En 2025, le Haut-commissariat s'attend à ce que les industries chimiques maintiennent leur dynamique quoiqu'en ralentissement, et que les industries du matériel du transport poursuivent leur dynamisme avec une croissance de l'ordre de 9,6%, tandis que «l'industrie textile devrait continuer de pâtir de la faible compétitivité sur le marché mondial, de la forte dépendance aux marchés européens et de la prédominance des activités informelles, dans un contexte des coûts élevés de l'énergie

et de la faiblesse de l'amont textile local».

Quant à l'activité de l'industrie agroalimentaire, elle devrait enregistrer une croissance modérée de près de 1,3% en 2025, contre 0,9% estimée en 2024 et un recul de 0,2% en 2023, suite aux retombées relativement favorables de l'amont agricole.

Les activités du secteur du BTP devraient pour leur part poursuivre leur progression avec une croissance de 3,8%, au lieu de 4,2% estimée en 2024 après un repli de 0,4% en 2023.

Du Budget économique prévisionnel 2025, il ressort par ailleurs que l'activité minière, fortement liée à l'industrie des produits chimiques, devrait poursuivre son raffermissement avec une croissance de 5,9%, soutenue par la hausse continue de la production marchande du phosphate.

Ainsi, «le secteur secondaire devrait afficher une valeur ajoutée en hausse de 3,8% en 2025, après 5,1% estimée en 2024, contribuant ainsi de 0,9 point à la croissance économique nationale au lieu de 1,2 point en 2024», selon les prévisions.

Principalement orienté vers le marché intérieur, le secteur tertiaire devrait continuer de soutenir la croissance économique en 2025, avec une progression de 3,5% au lieu de 3,2% prévue en 2024.

On retiendra aussi des prévisions de l'institution que «l'activité du commerce, dont la valeur ajoutée représente 19% du secteur tertiaire en moyenne de la période 2019-2023, devrait s'accroître à un rythme soutenu de près de 2,5% en 2024 et 2025, en liaison avec la croissance de l'activité économique».

Dans ces prévisions, il ressort en outre que la valeur ajoutée du secteur touristique devrait s'améliorer de 7,4% en 2025, au lieu de 7,7% en 2024 après un rebond de 23,5% enregistré en 2023.

Cette évolution s'explique par «la performance exceptionnelle des arrivées et des recettes touristiques grâce notamment à l'organisation des manifestations internationales et aux efforts déployés pour promouvoir la destination du Maroc et améliorer son accessibilité», selon le HCP.

Alain Bouithy

La CMR met en œuvre les nouvelles mesures relatives à l'impôt sur le revenu

La Caisse Marocaine des Retraites (CMR) informe les bénéficiaires des pensions civiles et militaires de la mise en œuvre des nouvelles mesures relatives à l'impôt sur le revenu.

Il s'agit de l'application du nouveau barème de l'impôt sur le revenu, du montant de la déduction annuelle relative aux charges familiales ainsi que de l'exonération de l'impôt sur le revenu à hauteur de 50 % des pensions versées dans le cadre des régimes de retraite de base,

et ce conformément à la loi n° 60-24 relative à la loi de finances pour l'année 2025, précise la CMR dans un communiqué.

Le montant net des pensions concernées par ces dispositions connaîtra une augmentation à partir de janvier 2025, fait savoir la même source, notant que grâce à cette mesure, 94% des bénéficiaires des pensions de retraite de base servies par la CMR seront désormais totalement exonérés de l'impôt sur le revenu.

Semaine verte de Berlin : Le Maroc participe au Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture

Le 17e Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture (GFFA) s'est tenu samedi à Berlin, en marge de la Semaine verte de la Capitale allemande (17-26 janvier), avec la participation du Maroc, représenté par le ministre de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et forêts, Ahmed El Bouari.

S'exprimant lors de la Conférence ministérielle du GFFA, M. El Bouari a mis en avant les stratégies sectorielles, Génération Green, Halieutis et Forêts, du Maroc, ainsi que l'engagement du Royaume en faveur de la transformation de son système alimentaire afin de renforcer sa résilience et de consolider ses acquis en matière de sécurité alimentaire.

Dans ce processus, le développement de la bioéconomie constitue l'une des voies de transformation adop-

tées par le Maroc, a affirmé le ministre, soulignant l'importance accordée par le Royaume à la sécurité alimentaire dans la transition vers une bioéconomie responsable. M. El Bouari a présenté, dans ce cadre, les pratiques innovantes et les expériences réussies en matière de bioéconomie circulaire, notamment la transformation des sous-produits de la pêche en aliments pour l'aquaculture et en biofertilisants, la valorisation des résidus agroalimentaires pour la production de gaz, ainsi que la conversion des résidus de trituration de l'huile d'olive en énergie et en biofertilisants.

Abordant, par ailleurs, la coopération internationale, M. El Bouari a souligné le rôle central de la coopération Sud-Sud, menée sous le leadership de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, dans le partage des innovations techniques au service du continent africain.

CFC Africa Tour : Une première édition couronnée de succès avec un accès aux opportunités d'affaires en Afrique

Casablanca Finance City (CFC) a conclu avec succès la première édition du CFC Africa Tour organisée du 15 au 20 décembre 2024, afin de permettre l'accès aux opportunités d'affaires en Afrique.

Le CFC Africa Tour marque une étape majeure dans l'accompagnement des entreprises membres de la communauté CFC en Afrique, indique Casablanca Finance City dans un communiqué.

Avec des escales stratégiques à Dakar (Sénégal) et Abidjan (Côte d'Ivoire), cet événement a permis à la délégation de rencontrer des décideurs publics et privés et d'explorer avec succès les opportunités d'affaires et de collaboration, souligne la même source.

Un cadre inédit pour des connexions stratégiques réussies

Sous la conduite de la directrice générale adjointe de Casablanca Finance City, Lamia Merzouki, la 1ère étape du CFC Africa Tour à Dakar a permis, grâce aux relations privilégiées qu'entretient Casablanca Finance City avec l'Agence nationale chargée de la promotion de l'investissement (APIX), d'organiser des rencontres fructueuses avec ses représentants, en présence de l'ambassadeur du Maroc au Sénégal, Hassan Naciri.

La seconde étape du CFC Africa Tour à Abidjan a également été marquée par des échanges de haut niveau, rendus possibles grâce à la relation privilégiée avec le Centre de promotion des investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI), en présence de l'ambassadeur du Maroc en Côte d'Ivoire, Abdel-

malek Kettani, rapporte la MAP.

La présence du ministre du Commerce et de l'Industrie de la Côte d'Ivoire, Souleymane Diarrassouba, ainsi que de nombreuses autorités gouvernementales témoignent de l'impact de cette collaboration. A travers des plénières riches en interventions de haut niveau, des sessions de networking B2B et B2G, et des visites de sites stratégiques, le CFC Africa Tour a réaffirmé le rôle central de Casablanca Finance City comme un hub incontournable pour les entreprises souhaitant se projeter en Afrique.

Dakar et Abidjan : deux escales stratégiques au cœur des économies ouest-africaines

Le coup d'envoi du CFC Africa Tour a été donné à Dakar, en partenariat avec l'APIX, l'Agence sénégalaise de promotion des investissements. Cette étape a permis de mettre en lumière les opportunités dans les secteurs porteurs du Sénégal, notamment à travers des plénières dédiées au climat des affaires et aux procédures d'investissement.

Les participants ont également découvert le parc industriel de Diamniadio, un exemple concret de l'industrialisation en cours dans le pays.

Après une première étape réussie à Dakar, la délégation a poursuivi son périple à Abidjan, aux côtés du CEPICI, le Centre de promotion des investissements de Côte d'Ivoire. Les échanges se sont intensifiés autour des projets prioritaires de l'Etat ivoirien et des tendances émergentes dans les

technologies, les infrastructures et l'énergie, ce qui a permis d'offrir aux participants des perspectives claires sur les opportunités ivoiriennes.

La visite du Village des technologies de l'information et de la biotechnologie (VITIB), haut lieu de l'innovation technologique en Côte d'Ivoire, a illustré le potentiel de collaboration dans des secteurs clés comme le numérique et l'industrie.

Cette tournée a offert une immersion rapide mais approfondie dans deux des marchés les plus prometteurs d'Afrique de l'Ouest. Parmi les moments marquants figurent la découverte du Connect Park au Sénégal, une plantation de cacao certifiée ISO, et les échanges exclusifs avec des experts locaux au VITIB en Côte d'Ivoire.

Une plateforme idéale pour explorer de nouvelles opportunités de développement

Une des missions essentielles du CFC Africa Tour est de faciliter les prises de contact à haut niveau, tant avec les décideurs publics qu'avec les acteurs du secteur privé. Les rencontres organisées avec des autorités locales, des agences d'investissement et des Chambres de commerce ont ainsi permis de tisser des relations stratégiques solides. Citée par le communiqué l'entreprise Idakto, membre de CFC spécialisée dans le numérique, a notamment souligné l'efficacité de cette approche : "Grâce au CFC Africa Tour, nous avons eu accès à des décideurs stratégiques. Ces connexions auraient été difficiles à établir sans ce cadre organisé".

"Ce Tour nous a permis d'approfondir nos relations avec des banques panafricaines et des acteurs des technologies de paiement. Ces discussions nous ouvrent des perspectives de co-développement prometteuses", a ajouté le cabinet de conseil en transformation financière, Ailancy.

Casablanca : un hub stratégique au service du doing business en Afrique

Le CFC Africa Tour a démontré la capacité de CFC à jouer un rôle de facilitateur stratégique pour les entreprises internationales cherchant à s'implanter ou à se développer en Afrique. En alignant ses actions avec son pilier stratégique "effortless business connections", CFC a créé les conditions idéales pour permettre aux participants d'identifier et de capitaliser sur de nouvelles opportunités commerciales, tout en renforçant son positionnement comme un hub attractif et sécurisé pour le développement des affaires sur le continent. Forte de ce succès, CFC prévoit d'organiser une deuxième édition encore plus ambitieuse en 2025, afin de continuer à accompagner la communauté d'entreprises membres dans son expansion sur le continent africain.

Casablanca Finance City Authority (CFCA), gestionnaire de la première place financière africaine selon le GFCI depuis 8 ans, offre un environnement d'affaires attractif et simplifié pour les investissements entre l'Afrique, l'Europe et le Moyen-Orient. CFCA œuvre à consolider le rôle de Casablanca comme hub financier continental de référence.

Bourse de Casablanca : Le MASI poursuit son ascension

Le MASI, principal indice de la Bourse de Casablanca, a progressé de 0,92% à 16.021,76 points (pts) durant la semaine du 13 au 17 janvier, portant sa performance annuelle à +8,45%.

Au terme de cette semaine, le MASI20, qui reflète la performance des cours des 20 entreprises les plus liquides, a augmenté de 0,96% à 1.300,3 pts et le MASI.ESG, indice des entreprises qui recueillent la meilleure notation ESG, telle que publiée par Moody's

ESG Solutions, a gagné 0,58% à 1.117,73 pts. Le MASI Mid and Small Cap, indice thématique qui calcule la performance des cours des petites et moyennes entreprises cotées à la Bourse de Casablanca, a avancé de 1,4% à 1.667,05 pts, rapporte la MAP.

Sur le plan sectoriel, les indices "Industrie agricole" (+5,2%), "Participation et promotion immobilières" (+4,54%) et "Loisirs & hôtels" (+4,22%) ont réalisé les meilleures performances. A l'opposé, les secteurs "Chi-

mie" (-2,91%), "Boissons" (-2,59%) et "Transport" (-2,46%) ont accusé les plus fortes baisses. Les échanges ont dépassé 1,65 milliard de dirhams (MMDH), réalisés principalement sur le marché central "Actions" et dominés par les transactions sur CMGP Group avec une part de 9,62% du volume global, Résidences Dar Saada (8,51%) et Atfijariwafa Bank (8,01%). La capitalisation boursière s'est établie, quant à elle, à près de 815,56 MMDH. Aux valeurs individuelles,

Résidences Dar Saada (+30,81% à 114,6 DH), Réalisations mécaniques (+16,63% à 470 DH), AtlantaSanad (+11,43% à 148,2 DH), S2M (+7,27% à 310 DH) et Disway (+6,15% à 690 DH) ont affiché les plus fortes hausses.

A l'opposé, les plus forts replis ont été enregistrés par Rebab Company (-12,78% à 78,5 DH), Sonasid (-5,13% à 1.072 DH), Société des Boissons du Maroc (-3,33% à 2.291 DH), SNEP (-3,19% à 637 DH) et Promopharm (-3,03% à 960 DH).

Une rencontre met en avant la contribution du Père José María Lerchundi à l'histoire de Tanger

La vie et la contribution du Père José María Lerchundi à l'histoire de Tanger ont été au centre d'une rencontre, organisée dimanche dans la ville du détroit, à l'initiative du diocèse de la cathédrale de la ville.

La rencontre, à laquelle ont pris part les membres du comité chargé de la recherche dans le parcours du Père José María Lerchundi, a été l'occasion de revenir sur les contributions de l'homme d'église, considéré comme l'une des figures les plus marquantes ayant laissé une empreinte dans le domaine culturel et social au Maroc au cours du XIX^e siècle, notamment dans la ville de Tanger.

Dans une déclaration à la MAP à cette occasion, le Père Fray Omar Figueroa Mertas a indiqué que le Père José María Lerchundi a vécu une longue période de sa vie à Tanger et se considérait partie intégrante de la ville. "Le Père José María Lerchundi a consacré sa vie et ses efforts au service des habitants de cette ville, marocains et étrangers", a ajouté le Père Fray Omar Figueroa Mertas, affirmant vouloir en savoir plus sur les contributions et le rôle symbolique religieux, culturel et humain de l'homme de l'église, même près de 130 ans après son décès.



Il a, en outre, mis en avant les relations de respect et d'estime qui liaient le Père José María Lerchundi et le Sultan Moulay Hassan 1^{er}, consacrant ainsi les valeurs de coexistence et de tolérance entre les religions.

Pour sa part, Mohamed Bilal Achmal, professeur à la Faculté Oussoul Eddine de Tétouan et directeur du Centre Carlos Quiros d'études hispano-marocaines, a

noté que le Père José María Lerchundi a servi les relations maroco-espagnoles à la fin du XIX^e siècle.

Le Père José María Lerchundi est considéré comme l'un des plus grands arabisants espagnols qui ont œuvré à la consolidation des liens spirituels et culturels entre les deux rives de la Méditerranée, permettant ainsi le brassage culturel et la promotion des valeurs

humaines fondées sur la paix et la fraternité, a relevé M. Achmal. Quant à Younes Cheikh Ali, président de la Fondation "Moments de Tanger", il a noté que le Père José María Lerchundi a contribué à la réalisation de nombre de projets à Tanger, tels que l'Ecole de médecine en 1886 et la pose de la première pierre des logements sociaux à Tanger connus sous le nom de "Casas Baratas".

Tanger a été connue, tout au long de son histoire, comme terre de civilisation, de tolérance et de coexistence, concrétisée par la présence de nombre d'églises chrétiennes et de synagogues, en plus de mosquées et de zaouïas, a-t-il relevé, notant que cela reflète les valeurs du Maroc en tant que pays de coexistence, de tolérance, de fraternité et de respect des différentes religions.

Il est à noter que le Père José María Lerchundi a consacré plus de trois décennies au Maroc au service de la communauté locale, de l'éducation et de l'action culturelle, à travers la création d'écoles et d'instituts d'enseignement de la langue arabe, et d'une imprimerie arabo-espagnole à Tanger ayant contribué à renforcer les échanges culturels.

Le rappeur Tatalou condamné à la peine de mort



Un tribunal iranien a condamné en appel le rappeur iranien Amir Tatalou à la peine capitale, après avoir été reconnu coupable de "blasphème", ont rapporté dimanche un média local. "La Cour suprême a accepté le recours du procureur" contre une précédente peine de cinq ans d'emprisonnement, et "cette fois-ci l'accusé a été condamné à mort pour insulte au Prophète", a rapporté le journal réformiste Etemad sur son site.

Le jugement n'est pas définitif et peut faire l'objet d'un nouvel appel, a ajouté la même source. Agé de 37 ans, le chanteur et compositeur a été l'un des pionniers du rap en Iran, où il a commencé sa carrière au début des années 2000. Il s'était installé à Istanbul en 2018 après n'avoir pas obtenu de licence d'activité musicale des autorités iraniennes.

En décembre 2024, la justice a annoncé que l'artiste avait été remis à

l'Iran par la Turquie sur l'ordre d'un tribunal révolutionnaire de Téhéran. Son procès s'était ouvert en mars 2024, notamment au motif d'"encourager la jeune génération à la prostitution", "faire de la propagande contre" la République islamique et "diffuser des contenus obscènes sous forme de clips et de chansons".

Avant son départ pour la Turquie, Amir Tatalou avait été arrêté à plusieurs reprises, notamment en 2016 pour avoir "perturbé l'opinion publique".

Tatoué de la tête aux pieds, le rappeur avait déclenché une polémique en 2017 lorsqu'il avait rencontré le président ultra-conservateur Ebrahim Raïssi, décédé dans un accident d'hélicoptère en mai 2024. En 2015, il avait écrit une chanson pour soutenir le programme nucléaire iranien lors de la conclusion de l'accord nucléaire entre Téhéran et la communauté internationale.

"Mufasa" se hisse de nouveau au sommet du box-office

Le film "Mufasa: Le Roi lion" va reprendre la tête du box-office nord-américain à l'issue du long week-end férié qui courrait jusqu'à lundi inclus, selon les estimations publiées dimanche par le cabinet spécialisé Exhibitor Relations. Le long métrage animé hyper-réaliste devra engranger 15,5 millions de dollars sur la période allant de vendredi à lundi, portant le total de ses recettes aux Etats-Unis et au Canada à près de 210 millions de dollars en cinq semaines d'exploitation.

Lundi est jour férié aux Etats-Unis, en hommage à la naissance de Martin Luther King Jr., ce qui a amené Exhibitor Relations à intégrer les chiffres de cette journée à son total du week-end. Le week-end précédent, "Mufasa" avait cédé le trône au film d'action "Criminal Squad: Pantera". Il coiffa cette fois d'un souffle, selon Exhibitor Relations, la comédie aux dialogues salés et aux situations politiquement incorrectes "One of Them Days", avec la chanteuse américaine SZA à l'affiche, sortie vendredi.

Petit poucet avec ses 14 millions de dollars de budget face aux 200 millions de "Mufasa", ce film a fait mieux que la superproduction du studio Disney de vendredi à dimanche, mais devait flancher lundi



pour finir à 14 millions de dollars de recettes, selon le cabinet spécialisé.

La troisième marche du podium est occupée par une autre sortie, le film d'horreur "Wolf Man" du réalisateur australien Leigh Whannell ("Saw", "Aquaman"), dont les ventes de billets vont atteindre 12

millions de dollars sur ses quatre premiers jours en salle (12,5 avec les avant-premières).

Il est suivi par "Sonic 3", estimé à 10,3 millions de dollars sur le week-end et 218 millions sur ses cinq semaines d'exploitation, puis par "Vaiana 2" et ses 8,4 millions (445 millions en huit semaines).

Bouillon *de culture*

Exposition collective

L'exposition collective "Traces de vies", inaugurée samedi à la galerie d'art Living 4 ART à Casablanca, invite les visiteurs à un voyage artistique unique, mêlant mémoire et émotion.

Cet événement culturel, qui se poursuit jusqu'au 15 février prochain, réunit des artistes aux talents variés, présentant des œuvres en peinture, photographie, sculpture et techniques mixtes. Chaque création raconte une histoire, évoque une mémoire et révèle l'empreinte de vies passées ou présentes.

Les artistes participants à cet événement sont Amal Boussaaddan, Anas Laaboudi, Daisy Richard, Hasna Cherti, Hind Boukharsa, Houda Jemmah, Lamyia Chetabi, Maha Bensaid, Mido Kouhen, Mohamed Bakarri, Mohamed Berghouti, Mounya Ammor, Nouredine Benouakkas, Oumniya Benjaa, Salma Amalal, Siham El Amine Demnati et Valerie Croy.



Clôture en apothéose de la 3^{ème} édition du Festival marocain de la musique andalouse

La 3^{ème} édition du Festival marocain de la musique andalouse (FMMA) s'est clôturée samedi soir à Casablanca avec au programme des représentations musicales qui célèbrent cet art aux multiples influences culturelles.

Une soirée de clôture animée par l'orchestre interculturel marocain présidé par maître Hamza Amazgar, ainsi que l'orchestre andalou de Fès, sous la direction du maître Mohamed Briouel, accompagné des artistes Zainab Afailal et Ahmed Marbough.

Dans une déclaration à la MAP, Fatima Mabchour, présidente fondatrice de l'Association marocaine de la musique andalouse (AMMA), a souligné que la programmation de cette édi-

tion est exceptionnelle en cela qu'elle a mis en présence des artistes d'ici et d'ailleurs, une célébration culturelle vibrante, non seulement de la musique andalouse mais aussi les musiques du monde.

Et de se féliciter de la grande présence de mélomanes lors de cette édition qui a mis en lumière le pouvoir fédérateur de la musique andalouse, un patrimoine qui transcende les frontières et unit les cœurs.

Pour sa part, l'artiste Ahmed Marbough a mis en avant l'importance de ce festival dans le rayonnement de la musique marocaine et tout particulièrement la musique andalouse.

Organisé par l'AMMA,

sous l'égide du ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, en partenariat avec Casablanca Events et Animation, la marque territoriale Wecasablanca ainsi que le soutien de la Loterie nationale, ce festival a, le temps de trois soirées, permis de réunir des artistes et orchestres, issus des différentes régions du Royaume et de pays voisins, tous animés par le même désir, à savoir la célébration de la musique andalouse dans tous ses états, un patrimoine musical riche et intemporel comme l'indique d'ailleurs le thème de cette édition "Les échos intemporels de la musique marocaine : Le Maroc à la croisée des cultures".



Quinzième chapitre

Deux heures plus tard, le pauvre Fabrice, garni de menottes et attaché par une longue chaîne à la sediola même dans laquelle on l'avait fait monter, partait pour la citadelle de Parme, escorté par huit gendarmes. Ceux-ci avaient l'ordre d'emmener avec eux tous les gendarmes stationnés dans les villages que le cortège devait traverser ; le podestat lui-même suivait ce prisonnier d'importance. Sur les sept heures après midi, la sediola, escortée par tous les gamins de Parme et par trente gendarmes, traversa la belle promenade, passa devant le petit palais qu'habitait la Fausta quelques mois auparavant, et enfin se présenta à la porte extérieure de la citadelle à l'instant où le général Fabio Conti et sa fille allaient sortir. La voiture du gouverneur s'arrêta avant d'arriver au pont-levis pour laisser entrer la sediola à laquelle Fabrice était attaché ; le général cria aussitôt que l'on fermât les portes de la citadelle, et se hâta de descendre au bureau d'entrée pour voir un peu ce dont il s'agissait ; il ne fut pas peu surpris quand il reconnut le prisonnier, lequel était devenu tout raide, attaché à sa sediola pendant une aussi longue route ; quatre gendarmes l'avaient enlevé et le portaient au bureau d'écrou. J'ai donc en mon pouvoir, se dit le vaniteux gouverneur, ce fameux Fabrice del Dongo, dont on dirait que depuis près d'un an la haute société de Parme a juré de s'occuper exclusivement !

Vingt fois le général l'avait rencontré à la cour, chez la duchesse et ailleurs ; mais il se garda bien de témoigner qu'il le connaissait ; il eût craint de se compromettre.

- Que l'on dresse, cria-t-il au commis de la prison, un procès-verbal fort circonstancié de la remise qui m'est faite du prisonnier par le digne podestat de Castelnovo.

Barbone, le commis, personnage terrible par le volume de sa barbe et sa tournure martiale, prit un air plus important que de coutume, on eût dit un géôlier allemand. Croyant savoir que c'était surtout la duchesse Sanseverina qui avait empêché son maître, le gouverneur, de devenir ministre de la guerre, il fut d'une insolence plus qu'ordinaire envers le prisonnier ; il lui adressait la parole en l'appelant voi, ce qui est en Italie la façon de parler aux domestiques.

- Je suis prêtre de la sainte Eglise romaine, lui dit Fabrice avec fermeté, et grand vicair de ce diocèse ; ma naissance seule me donne droit aux égards.

- Je n'en sais rien ! répliqua le commis avec impertinence ; prouvez vos assertions en exhibant les brevets qui vous donnent droit à ces titres fort respectables. Fabrice n'avait point de brevets et ne répondit pas. Le général Fabio Conti, debout à côté de son commis, le regardait écrire sans lever les yeux sur le prisonnier, afin de n'être pas obligé de dire qu'il était réellement Fabrice del Dongo.

Tout à coup Clélia Conti, qui attendait en voiture, entendit un tapage effroyable dans le corps de garde. Le commis Barbone faisant une description insolente et fort longue de la personne du prisonnier, lui ordonna d'ouvrir ses vêtements, afin que l'on pût vérifier et constater le nombre et l'état des égratignures reçues lors de l'affaire Giletti.

- Je ne puis, dit Fabrice souriant amèrement ; je me trouve hors d'état d'obéir aux ordres de monsieur, les menottes m'en empêchent !



- Quoi ! s'écria le général d'un air naïf, le prisonnier a des menottes dans l'intérieur de la forteresse ! cela est contre les règlements, il faut un ordre ad hoc ; ôtez-lui les menottes.

Fabrice le regarda. Voilà un plaisant jésuite ! pensa-t-il ; il y a une heure qu'il me voit ces menottes qui me gênent horriblement, et il fait l'étonné !

Les menottes furent ôtées par les gendarmes ; ils venaient d'apprendre que Fabrice était neveu de la duchesse Sanseverina, et se hâtèrent de lui montrer une politesse mielleuse qui faisait contraste avec la grossièreté du commis ; celui-ci en parut piqué et dit à Fabrice qui restait immobile :

- Allons donc dépêchons ! montrez-nous ces égratignures que vous avez reçues du pauvre Giletti, lors de l'assassinat. D'un saut, Fabrice s'élança sur le commis, et lui donna un soufflet tel, que le Barbone tomba de sa chaise sur les jambes du général. Les gendarmes s'emparèrent des bras de Fabrice qui restait immobile ; le général lui-même et deux gendarmes qui étaient à ses côtés se hâtèrent de relever le commis dont la figure saignait abondamment. Deux gendarmes plus éloignés coururent fermer la porte du bureau, dans l'idée que le prisonnier cherchait à s'évader. Le brigadier qui les commandait pensa que le jeune del Dongo ne pouvait pas tenter une fuite bien sérieuse, puisque enfin il se trouvait dans l'intérieur de la citadelle ; toutetefois il s'approcha de la fenêtre pour empêcher le

désordre, et par un instinct de gendarme. Vis-à-vis de cette fenêtre ouverte, et à deux pas, se trouvait arrêtée la voiture du général ; Clélia s'était blottie dans le fond, afin de ne pas être témoin de la triste scène qui se passait au bureau ; lorsqu'elle entendit tout ce bruit elle regarda.

- Que se passe-t-il ? dit-elle au brigadier.

- Mademoiselle, c'est le jeune Fabrice del Dongo qui vient d'appliquer un fier soufflet à cet insolent de Barbone !

- Quoi ! c'est M. del Dongo qu'on amène en prison ?

- Eh ! sans doute, dit le brigadier ; c'est à cause de la haute naissance de ce pauvre jeune homme que l'on fait tant de cérémonies ; je croyais que mademoiselle était au fait. Clélia ne quitta plus la portière ; quand les gendarmes qui entouraient la table s'écartaient un peu, elle apercevait le prisonnier. Qui m'eût dit, pensait-elle, que je le reverrais pour la première fois dans cette triste situation, quand je le rencontrais sur la route du lac de Côme ?... Il me donna la main pour monter dans le carrosse de sa mère... Il se trouvait déjà avec la duchesse ! Leurs amours avaient-ils commencé à cette époque ?

Il faut apprendre au lecteur que dans le parti libéral dirigé par la marquise Raversi et le général Conti, on affectait de ne pas douter de la tendre liaison qui devait exister entre Fabrice et la duchesse. Le comte Mosca, qu'on abhorrait, était pour sa duplicité l'objet d'éternelles plaisanteries.

Ainsi, pensa Clélia, le voilà prisonnier et prisonnier de ses ennemis ! car au fond, le comte Mosca, quand on voudrait le croire un ange, va se trouver ravi de cette capture.

Un accès de gros rire éclata dans le corps de garde.

- Jacopo, dit-elle au brigadier d'une voix émue, que se passe-t-il donc ?

- Le général a demandé avec vigueur au prisonnier pourquoi il avait frappé Barbone : Monsignore Fabrice a répondu froidement : il m'a appelé assassin, qu'il montre les titres et brevets qui l'autorisent à me donner ce titre ; et l'on rit.

Un géôlier qui savait écrire remplaça Barbone ; Clélia vit sortir celui-ci, qui essayait avec son mouchoir le sang qui coulait en abondance de son affreuse figure ; il jurait comme un païen : Ce f... Fabrice, disait-il à très-haute voix, ne mourra jamais que de ma main. Je volerai le bourreau, etc., etc. Il s'était arrêté entre la fenêtre du bureau et la voiture du général pour regarder Fabrice, et ses jurements redoublaient.

- Passez votre chemin, lui dit le brigadier ; on ne jure point ainsi devant mademoiselle.

Barbone leva la tête pour regarder dans la voiture, ses yeux rencontrèrent ceux de Clélia à laquelle un cri d'horreur échappa ; jamais elle n'avait vu d'aussi près une expression de figure tellement atroce. Il tuera Fabrice ! se dit-elle, il faut que je prévienne don Cesare. C'était son oncle, l'un des pères les plus respectables de la ville ; le général Conti, son frère, lui avait fait avoir la place d'économiste et de premier aumônier de la prison.

Le général remonta en voiture.

- Veux-tu rentrer chez toi, dit-il à sa fille, ou m'attendre peut-être longtemps dans la cour du palais ? il faut que j'aie rendu compte de tout ceci au souverain.

Fabrice sortait du bureau escorté par trois gendarmes ; on le conduisait à la chambre qu'on lui avait destinée ; Clélia regardait par la portière, le prisonnier était fort près d'elle. En ce moment elle répondit à la question de son père par ces mots : Je vous suivrai. Fabrice, entendant prononcer ces paroles tout près de lui, leva les yeux et rencontra le regard de la jeune fille. Il fut frappé surtout de l'expression de mélancolie de sa figure. Comme elle est embellie, pensa-t-il, depuis notre rencontre près de Côme ! quelle expression de pensée profonde !... On a raison de la comparer à la duchesse ; quelle physionomie angélique ! Barbone, le commis sanglant, qui ne s'était pas placé près de la voiture sans intention, arrêta d'un geste les trois gendarmes qui conduisaient Fabrice, et, faisant le tour de la voiture par derrière, pour arriver à la portière près de laquelle était le général :

- Comme le prisonnier a fait acte de violence dans l'intérieur de la citadelle, lui dit-il, en vertu de l'article 157 du règlement, n'y aurait-il pas lieu de lui appliquer les menottes pour trois jours ?

- Allez au diable ! s'écria le général, que cette arrestation ne laissât pas d'embarrasser. Il s'agissait pour lui de ne pousser à bout ni la duchesse ni le comte Mosca ; et d'ailleurs, dans quel sens le comte allait-il prendre cette affaire ? au fond, le meurtre d'un Giletti était une bagatelle, et l'intrigue seule était parvenue à en faire quelque chose.

(A suivre)

Horizons

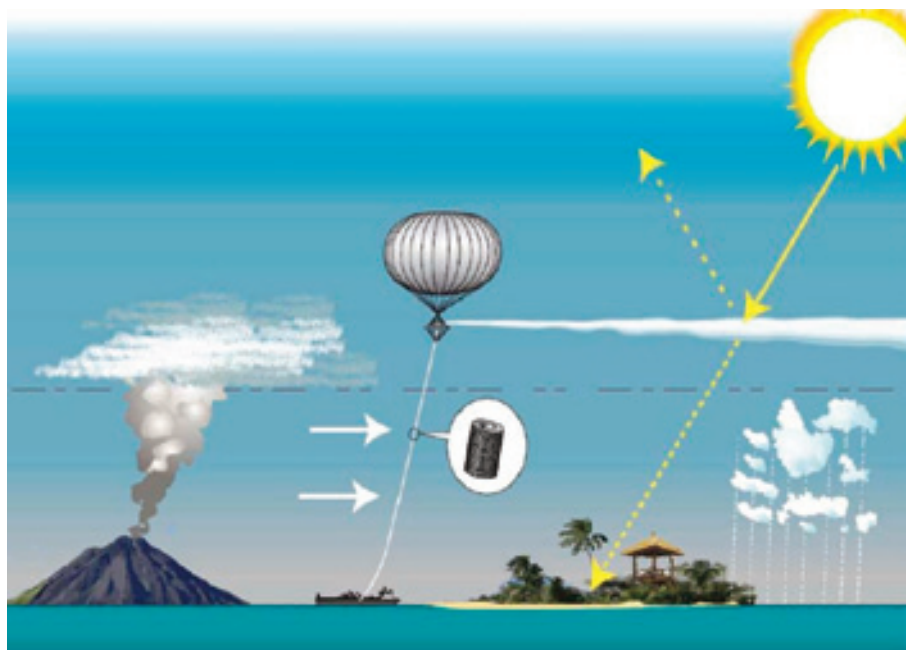
Interdisons la géoingénierie solaire

Nous avons grandi dans un monde au sein duquel le changement climatique est visible partout. Nous l'observons dans nos ciels orageux et dans les eaux de crue qui inondent nos communautés. Nous le ressentons dans notre gorge et nos poumons quand nous respirons de l'air pollué, ainsi que sur notre peau lorsque nous marchons dans la rue durant les vagues de chaleur. Les dirigeants mondiaux se réunissent chaque année pour prendre des décisions et conclure des accords, trouver des compromis et formuler des engagements, mais échouent systématiquement à accomplir ce qui est nécessaire pour atténuer le changement climatique, et de plus en plus pour s'y adapter. La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP29) de cette année n'y a pas fait exception.

Cette inertie conduit certains acteurs à rechercher un moyen de contourner la difficile tâche consistant à mettre un terme aux émissions nocives de gaz à effet de serre, à protéger les écosystèmes essentiels, ainsi qu'à repenser la croissance économique et le développement. Proposée par une minorité restreinte mais bruyante dans les pays du Nord, la géoingénierie solaire est présentée comme une « solution » au problème. Elle consiste à modifier l'atmosphère terrestre afin de créer une barrière réfléchissante contre le rayonnement solaire. Or, pour les jeunes d'aujourd'hui et les générations futures, ces interventions risquent de se révéler aussi catastrophiques que le changement climatique lui-même.

La géoingénierie solaire peut revêtir des formes diverses, telles que la libération d'immenses quantités de particules de soufre dans la stratosphère pour créer une barrière réfléchissante contre la lumière du soleil (injection d'aérosols stratosphériques) ou la dispersion d'aérosols salins dans les nuages marins de basse altitude (éclaircissement des nuages marins). Ces procédés ne remédient toutefois en rien aux causes profondes de la crise climatique, et impliquent de modifier l'atmosphère de notre planète dans une mesure impossible à tester correctement à grande échelle, avec des effets susceptibles de durer plusieurs décennies, voire plus longtemps encore.

C'est précisément pour ces raisons que la recherche autour de la géoingénierie a toujours été controversée. D'innombrables scientifiques et experts mettent en garde sur le risque de voir cette approche entraîner d'importantes



conséquences imprévues. Plusieurs études démontrent par exemple qu'elle pourrait perturber le climat et les tendances météorologiques, et provoquer ainsi de graves sécheresses, des ouragans et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes. Non seulement ces risques sont imprévisibles, mais leurs effets seraient par ailleurs inégalement répartis.

Le recours à la géoingénierie solaire amplifierait en effet les déséquilibres de puissance qui existent au niveau mondial, notamment dans la mesure où les décisions relatives à son utilisation seraient prises principalement par les riches pays du Nord – ceux-là mêmes qui ont provoqué la crise climatique. Ces pays ont alimenté un phénomène mortel, dont le poids pèse de manière disproportionnée sur les communautés vulnérables, et voici qu'ils proposent une stratégie extrêmement risquée qui, même dans le meilleur des cas, ne résoudrait pas le problème.

Aucune de ces objections n'empêche l'investissement de plusieurs millions de dollars – principalement par des milliardaires de la tech et de la finance – dans un certain nombre d'initiatives de géoingénierie solaire. Leurs partisans prétendent qu'il s'agit de solutions temporaires, d'un moyen de gagner du temps nécessaire à l'atténuation ainsi qu'à l'adaptation. Pour nous, ces déclarations ressemblent fort à de dangereux mirages – attrayants mais illusoire.

Le plus probable, c'est que la

géoingénierie solaire fournisse aux principaux émetteurs mondiaux une excuse pour ne pas mettre fin à leur dépendance aux combustibles fossiles, ce qui aggrave le risque de « choc de terminaison » : si les efforts de géoingénierie solaire étaient brusquement interrompus, un réchauffement rapide s'ensuivrait. Les générations futures – et la jeunesse actuelle – devraient alors faire face à de dangereux pics de températures, ainsi qu'à des crises bien plus graves que celles auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés.

Ce sont nous, les jeunes, qui paierons la facture de la transformation économique et sociale qu'impose le changement climatique – une transformation qui ne fait aujourd'hui pas l'objet d'investissements suffisants. Les partisans de la géoingénierie solaire la présentent comme une solution « peu coûteuse ». Or, ce détournement de ressources loin d'initiatives dont nous savons qu'elles fonctionnent – et qu'elles ne menacent pas la santé de notre planète – ne saurait être considéré comme une saine gestion financière. Il équivaut au contraire à déléguer le difficile problème de la dette carbone à notre génération et à celles qui nous succéderont.

C'est pourquoi nous appelons à une interdiction totale de la géoingénierie solaire. Et nous ne sommes pas les seuls. Plus de 2 000 organisations de la société civile, dont Fridays For Future, et plus de 540 universitaires militent

pour un accord international de non-utilisation de la géoingénierie solaire. Un certain nombre de pays situés en première ligne de la crise climatique, tels que le Vanuatu, s'opposent également à l'utilisation de ces technologies.

Certaines voix puissantes – sans doute abondamment financées – nous approcheront probablement à nous, opposants, de faire preuve d'étroitesse d'esprit, et nous inviteront à davantage de volonté d'engager le dialogue sur ce sujet. Or, il ne s'agira de rien de plus que d'un stratagème visant à balayer une position pourtant appuyée par de nombreuses recherches. Les quelques groupes de jeunes généreusement financés qui défendent la recherche en ingénierie solaire sont souvent liés à des organisations connues pour promouvoir ces technologies controversées, ce qui semble révéler une récupération visant à conférer un prétendu soutien des jeunes à la géoingénierie solaire.

La dernière chose dont la jeunesse ait besoin, c'est de devoir assumer la responsabilité d'une nouvelle crise qu'elle n'aura pas provoquée. Or, c'est très certainement ce à quoi aboutirait la géoingénierie solaire. La poursuite de cette approche constituerait une profonde trahison générationnelle.

Par Mohammed Usrof
Fondateur de l'Institut palestinien pour la stratégie climatique
Disha Ravi, Co-fondatrice de Fridays For Future India
Heleen Bruggink, co-fondatrice de Mind Our Future

- ETABLISSEMENT MERIDIAN SCHOOL D'ENSEIGNEMENT PRIVE-
 RC de Fils n° 61477
 Suit au procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire du 21/02/2023 L'assemblée générale accepter la démission de M LA-ZAAR MOHAMME de son poste de gérant, et nom M SAID RRHIOUA nouveau gérant
 La société sera engagée par la signature social de M SAID RRHIOUA le nouveau gérant
 Le dépôt légal : a été effectué auprès du Tribunal de Commerce de Fès, le 26/03/2023 sous le n°1854
N° 255/PA

CONSTITUTION
 Aux termes d'un acte SSP En date du 02/01/2025, il a été établi les statuts d'une société dont les caractéristiques suivantes :
 Dénomination : STE M & F FREIGHT SOLUTIONS
 Forme juridique : Société à responsabilité limitée (SARL)
 Capital sociale : 100.000,00 dhs divisé en 1000 parts sociales de 100 dhs chacune, réparties comme suit:
 Mr MOHAMED EL HAMRI : 500 parts
 Mr MOURAD FOJJAR : 500 parts
 Siège sociale : GROUPE TTKAKADDOUM GH2-17 ZEME ETAGE SIDI BENOUSSE CASABLANCA.
 OBJET : Transport de marchandises.
 Durée: 99 ans.
 Gérance : la société est gérée par Mr MOHAMED EL HAMRI et Mr MOURAD FOJJAR pour une durée illimitée.
 - Le dépôt légal est effectué auprès du secrétariat greffier du tribunal de commerce de Casablanca en date 02/01/2025 5/N° 00952523, RC N° 656579.
N° 256/PA

TIFOU MICROS HERBES SARLAU
 Suite aux statuts établis le 18/12/2024, il a été décidé la création de la société
 Dénomination : TIFOU MICROS HERBES
 Forme juridique : SARLAU
 Capital social : 100 000,00 DHS (Cent Mille Dirhams) divisé en mille parts sociales de cent dirhams chacune souscrites intégralement libérées et attribués à l'associé unique:
 • Mr. SMAIL JAARANE (1000 part)
 Siège social: LOT WAFIA IMM 175 APART 02-MOHAMMEDIA-
 Objet social : Négoceant, Importation et Exportation (Marchand ou intermédiaire effectuant)
 RC N°: 36691
 Gérance est assurée par Mr. SMAIL JAARANE
 Le dépôt légal a été effectué au tribunal de première instance de MOHAMMEDIA le 20/01/2025 sous le n°143
N° 257/PA

*** RAMO SYSTEME* SARLAU**
 Aux termes du PV AGE en date du 30/12/2024, il a été décidé ce qui suit :
 -Augmentation du capital social de 600.000,00 DHS à 1.000.000,00 DHS par voie de compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles détenues à l'encontre de la société au profit Mr SAID MOUFRAD.
 - Etablissement des statuts refondus (M.A.J).
 Le dépôt légal est effectué au tribunal de commerce de Casablanca en date du 16/01/2025 sous le numéro 952814.
POUR EXTRAIT ET MENTION N° 258/PA

*** JAKALUM CONCEPT* SARLAU**
 Aux termes du PV AGE en date du 30/12/2024, il a été décidé ce qui suit :
 * L'augmentation du capital social de 100.000,00 dhs à 500.000,00 dhs par voie de compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles détenues à l'encontre de la société au profit de Mr YASSIR ED-DABBI EL HADDAOUL
 En conséquence l'article 7 des statuts sera modifié.
 * Etablissement des statuts refondus (M.A.J).
 Le dépôt légal est effectué au tribunal de commerce de Casablanca en date du 16/01/2025 sous le numéro 952813.
POUR EXTRAIT ET MENTION N° 259/PA

ROYAUME DU MAROC MINISTERE DE L'INTERIEUR PREFECTURE DE MOHAMMEDIA COMMUNE AIN HARROUDA DIRECTION DES SERVICES SERVICE DES MARCHES ET TRAVAUX AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N°02/2025
 Le 13 Février 2025 à 10h30 heures, il sera procédé, dans la salle de réunion de la Commune Ain Harrouda, sise au siège de la commune Ain Harrouda à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres international ouvert sur offres de prix N°02/2025 ayant pour objet :
 - LOCATION DES ENGINS AVEC CHAUFFEUR ET FRAIS DE FONCTIONNEMENT AU PROFIT DE LA COMMUNE AIN HARROUDA-
 Le dossier d'appel d'offres doit être téléchargé à partir du portail des marchés publics Accessible à l'adresse : www.marchespublics.gov.ma.
 • L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : Un million trois cent cinquante mille six cents dirhams toutes taxes comprises 1.350.600,00 dirhams).
 • Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de

vingt-sept mille dirhams (27.000,00 dirhams).
 Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 30 à 34 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés.
 Les concurrents doivent déposer leurs dossiers par voie électronique dans le portail des marchés publics accessible à l'adresse www.marchespublics.gov.ma.
 Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article N°9 du règlement de consultation.
N° 260/PA

ROYAUME DU MAROC MINISTERE DE L'INTERIEUR PROVINCE DE REHAMNA COMMUNE DE BENGUERIR AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE N°01/2025/CBG
 Appel d'offres est réservé à la très petite, à la petite et moyenne entreprise, à la coopérative, à l'union de coopératives et à l'auto-entrepreneur.
 • Le 04/02/2025 à 12 H, il sera procédé, dans les bureaux de de la Commune de Benguerir à l'ouverture des plis relative à l'appel d'offres ouvert simplifié sur offres des prix pour :
DONS ET SECOURS EN FAVEUR DES INDIGENTS AU PROFIT DE LA COMMUNE DE BENGUERIR
 • Le dossier d'appel d'offres doit être téléchargé à partir du portail des marchés publics accessible à l'adresse : www.marchespublics.gov.ma
 L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de neuf cent quatre-vingt-dix-sept mille quatre cent cinquante-six dirhams (987.456,00 dhs) TTC.
 • Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de dix-neuf mille dhs (19 000 DHS).
 • Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes à l'Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 Hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics et aux dispositions des articles 28,30,31,32,33,34, 37 et 148 du Décret N° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023 aux marchés publics).
 • Les concurrents doivent déposer leurs dossiers par voie électronique dans le portail des marchés publics accessible à l'adresse www.marchespublics.gov.ma.
 • Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article N°09 du règlement de consultation.
N° 261/PA

ROYAUME DU MAROC MINISTERE DE L'INTERIEUR PROVINCE DE GUERCIF CERCLE DE TADDART CADAT DE MEZGUTAM COMMUNE DE MEZGUTAM

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT N° 01/2025/ C M SEANCE PUBLIQUE

Le 27/02/2025 à 11 heures se déroulera dans les Bureaux de la Commune de Mezgutam l'ouverture des plis relatif au travaux d'alimentation en eau potable du douar el Guettara apartir du douar Oulad alla a la commune de Mezgutam - province de Guercif-

Le dossier d'appel d'offre peut être téléchargé du site : www.marchespublics.gov.com.

- La caution provisoire est fixé à la somme : Vingt Mille 20.000 Dhs
- Le coût estimatif des Travaux est fixé à la somme : 1.439.676 DHS 00 CTS

Le contenu la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des Concurrents doivent être Conforme aux dispositions des articles 30et 34 du n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marché Public .

Les concurrents doivent déposer leur dossier par voie électronique dans le portail des marchés public accessible à l'adresse www.Marchespublics.Gov.ma

1) Il est exigé pour le présent appel d'offres le secteur, la classe minimale et les qualifications suivantes :

SECTEUR	CLASSE	QUALIFICATIONS EXIGES
C (ASSAINISSEMENT – CONDUITES-CANALIS)	5	CL

N° 263/PA

Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation Université Hassan 1^{er} Présidence Settat

جامعة الحسن الأول جامعة الحسن الأول وزارة التعليم العالي والبحث العلمي والابتكار جامعة الحسن الأول الرئاسة ستات

Appel Ouvert À Candidatures

Conformément à la loi organique 12.02 relative à la nomination aux fonctions supérieures, en application des articles 49 et 92 de la Constitution, promulguée par Dahir n° 1.02.20 du 27 Chaabane 1433 (17 juillet 2012);
 Et conformément aux dispositions de la loi 01.00 portant organisation de l'Enseignement Supérieur, promulguée par Dahir n° 1.00.199 du 15 Safar 1421 (19 mai 2000), notamment son article 20 :

Le Président de l'Université Hassan 1^{er} porte à la connaissance des Professeurs de l'Enseignement Supérieur (P.E.S) qu'un appel à candidature est ouvert pour le poste de Directeur de l'Institut des Sciences du Sport, Settat.

Le dossier de candidatures peut être retiré, **du 10 Février 2025 au 14 Février 2025 inclus**, au siège de la Présidence de l'Université, (Secrétariat Général), Complexe Universitaire, Km 3, route Casablanca, de 9h30 à 15h00, ou être téléchargé via le site web de l'Université www.uh1.ac.ma

Les dossiers de candidatures dûment constitués doivent être déposés, contre récépissé, en **six (06) exemplaires**, avec copie sur USB (en formats Word et PDF), **du 17 Mars 2025 au 21 Mars 2025 inclus, à l'adresse et horaire sus indiqués.**

Coopérative universitaire, S.P. - Settat - Tél. : (052) 9124 71 12 71 76 - Fax: 0522444 4097 71 12 74
 0522 9124 71 12 76 - 0522 9124 71 12 24 26 - Email: info@uh1.ac.ma - 139 - Le Centre Universitaire, Settat.
www.uh1.ac.ma

N° 264/PA

JET SKILL MOTONAUTIQUE CONSTITUTION

1/- Aux termes d'un acte SSP du 13/11/2024 à Casablanca, il a été établi les statuts d'une société SARL.
Dénomination : « JET SKILL MOTONAUTIQUE » SARL.
Objet : LOCATION JET SKI ET BATEAU MARCHAND OU INTER-MEDIAIRE EFFECTUANT IMPORTATION ET EXPORTATION. TENANT UNE AGENCE DE DOCUMENTATIONS ET D'ORGANISATION COMMERCIALE OU TECHNIQUE.
Siège Social : CASABLANCA, 26 AV MERS SULTAN APPT 3 ETG 1
Capital Social : 100 000,00 DHS (cent mille dirhams).
Apport : L'associé fait apport à la société d'une somme en espèce à savoir : Mr. ZOUHEIR DERROU : 34.000,00 DHS
Mr. SAMIR EL ATTOUCHI : 33.000,00 DHS
Mr. KAMEL MEZIANI : 33.000,00 DHS
Soit un total de 100.000,00 DHS
Durée : 99 ans.
Gérance : Mr ZOUHEIR DERROU et SAMIR EL ATTOUCHI, cogérant pour une durée illimitée.
Il-Le dépôt légal a été effectué et immatriculé au registre au tribunal de commerce Casablanca sous N° 655681.
N° 263/PA

Constitution
Aux termes d'un acte SSP établi en date du 09/01/2025, il a été établi les statuts d'une SARL AU dont les caractéristiques sont :
- Dénomination : EVENT MINE
- Objet : Organisation des événements commerciaux, publicitaires & Team Building.
- Siège social : 96 Bd Anfa étage 1 appt n°11 Résidence le printemps d'Anfa Casablanca.
- Capital social : 100.000,00 DH, divisé 1.000 parts sociales de 100,00 DH, entièrement libérées, numérotées de 1 à 1.000 et attribuées en totalité à Mme. Mina AGOURRAM.
- Durée : 99 ans.

- Gérance : Mme. Mina AGOURRAM, CIN BH442344, pour une durée illimitée.
Le dépôt légal a été effectué en ligne au greffe du Tribunal de Commerce de Casablanca en date du 16 Janvier 2025 sous le N°952440, RC : 656671.
Pour extrait et mention.
N° 264/PA

ROYAUME DU MAROC MINISTRE DE L'INTERIEUR WILAYA DE LA REGION DE CASABLANCA-SETTAT PREFECTURE DES ARRONDISSEMENT ANFA COMMUNE DE CASABLANCA ARRONDISSEMENT ANFA DIRECTION DES SERVICES SERVICE DES MARCHES ET DES AFFAIRES FINANCIERES
Avis d'appel d'offres ouvert simplifié Sur offres de prix
N° 01/AA/2025
Le 04 Février 2025 à 12 H, il sera procédé, dans le bureau du président de l'arrondissement Anfa, sis Rue Skhirate angle Ain Atiq Casablanca à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix n° 01 / AA / 2025 du 04/02/2025
Pour : LA LOCATION LONGUE DUREE, SANS OPTION D'ACHAT, DE VEHICULES, A L'ETAT NEUF.
Lieu d'exécution : Parc auto de l'arrondissement Anfa sis Rue Skhirate Casablanca, commune de Casablanca, préfecture des arrondissements d'Anfa, Wilaya de la région de Casablanca-Settat.
Le dossier d'appel d'offres doit être téléchargé à partir du portail des marchés publics accessible à l'adresse : www.marchespublics.gov.ma.
L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme De 996 450,00 (NEUF CENT QUATRE VINGT SEIZE MILLE QUATRE CENT CINQUANTE DIRHAMS) toutes taxes comprises.
Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de

18 000,00 (Dix-Huit Mille dirhams).
Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 30 à 34 du décret relatif aux marchés publics.
Les concurrents doivent déposer leurs dossiers par voie électronique dans le portail des marchés publics accessible à l'adresse www.marchespublics.gov.ma.
Les documents techniques et prospectus exigés par le dossier de cet appel d'offres ouvert simplifié doivent être déposés au bureau du président de l'arrondissement Anfa, au plus tard le jour ouvrable précédant la date d'ouverture des plis ou remis séance tenante au président de la commission d'ouverture des plis ou déposé par voie électronique conformément aux dispositions de l'article 135 du décret 2-22-341 relatif aux marchés publics.
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article n°9 du règlement de consultation.
N° 265/PA

Royaume Du Maroc
Ministre de l'Education Nationale, du Préscolaire et des Sports
Académie Régionale d'Education et de Formation - Région Marrakech Safi
Direction Provinciale de Marrakech
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL
Au rabais ou majoration
N°:06/INV/2025
(Séance publique)
Le 14/02/2025 à 10H00, il sera procédé dans la salle des réunions de la direction provinciale de Marrakech, avenue Inane Harti, guéiz Marrakech, à l'ouverture des plis de l'appel d'offres ouvert national - Au rabais ou majoration - ayant pour objet : Travaux d'aménagement et de réhabilitation de la piste athlétique et éclairage du terrain de sport au lycée qualifiant BEN AABBAD relevant de la direction provinciale de Marrakech en lot unique.
Le dossier d'appel d'offres doit être téléchargé à partir du portail des marchés pu-

blics accessible à l'adresse www.marchespublics.gov.ma.
L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : 2 500 464,00DH TTC (Deux millions cinq cent mille quatre cent soixante-quatre dirhams TTC).
Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de 50 000,00 DH (Cinquante mille dirhams).
Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 30 à 34 du Décret n° 2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023) relatif aux marchés publics.
Les concurrents doivent déposer leurs dossiers par voie électronique dans le portail des marchés publics accessible à l'adresse www.marchespublics.gov.ma
La documentation technique exigée par le dossier d'appel d'offres (voir CHAPITRE II - Article 16 du CPS) doit être déposé à la Direction Provinciale de Marrakech (Bureau des Appels d'offres) au plus tard le 13/02/2025 à 15H00.
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 8 du règlement de consultation
N° 266/PA

ROYAUME DU MAROC MINISTRE DE L'INTERIEUR PROVINCE D'AZILAL GROUPEMENT DES COMMUNES HAUT ET MOYEN ATLAS D'AZILAL
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE N° : 02/2025/B.G.C/PAZ
Le 05 février 2025 à 11 Heures il sera procédé, dans le bureau de Monsieur le Président du Groupement Haut et Moyen Atlas d'Azilal à l'ouverture des plis relatifs aux appels d'offres sur offres de prix pour : Entretien et Réparation des Véhicules et Engins du Groupement des Communes Haut et Moyen Atlas AZILAL.
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au bureau du Budget et des marchés du Groupement Haut et Moyen Atlas d'Azilal, il peut également être télé-

chargé à partir du portail des marchés de l'état : www.marchespublics.gov.ma.
Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : cinq mille dirhams et 00 Centimes (5 000,00 dirhams).
L'estimation des coûts des prestations établies par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : deux cent quatre-vingt-dix-sept mille dirhams et 00 centimes (297.000,00 DH).
Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 30 à 34 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08/03/2023) relatif aux marchés publics.
- Les concurrents doivent déposer leurs plis par voie électronique dans le portail du marché public conformément à l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1982-21 du 14-12-2021.
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 4 du règlement de consultation
N° 267/PA

ROYAUME DU MAROC MINISTRE DE L'INTERIEUR PROVINCE DE SETTAT COMMUNE DE SETTAT CS/DSC/DAFE/SBM
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL N°01/CS/2025
Le 13/02/2025 à 11h00 sera procédé, dans les bureaux de Madame la Présidente de la Commune de Settata à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert national sur offres de prix pour l'objet : TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE TROTTOIR DE LA COMMUNE DE SETTAT - PROVINCE DE SETTAT-
Le dossier d'appel d'offres doit être téléchargé à partir du portail des marchés publics accessible à l'adresse : www.marchespublics.gov.ma
L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de 1 034 880,00 dhs (un million trente-quatre mille huit cent quatre-vingt dirhams)
Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de

20.000,00 dhs (vingt mille dirhams).
Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 30 à 34 du décret relatif aux marchés publics.
Les concurrents doivent déposer leurs dossiers par voie électronique dans le portail des marchés publics accessible à l'adresse www.marchespublics.gov.ma.
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article n°5 du règlement de Consultation.
N.B : (Cet appel d'offres est réservé à la petite et moyenne entreprise au coopératives aux unions des coopératives et à l'auto-entrepreneur)
N° 268/PA

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE
Suite à l'arrêté Gouvernatorial N°08 /2025, émanant de la Province Fahs Anjra, il est annoncé au public qu'une enquête publique sera ouverte en date de 14 Février 2025, jusqu'au 03 Mars 2025, à la Commune de Taghramt, Province Fahs Anjra, Région de Tanger Tétouan Al Hoceima.
Cette enquête concerne l'étude d'impact sur l'environnement du projet d'exploitation d'une carrière de granulats calcaires à dosar Lkhaoyeme, commune Taghramt, Cercle Anjra. Ledit projet est demandé par la Société HOUAR sise à Rue Bri Mtar, Km 4, Oujda, au niveau de la plateforme www.cri.invest.ma relative au projet précité.
Les documents légaux de l'ouverture de l'enquête publique sont déposés et consultables à la Commune de Taghramt, Province Fahs Anjra, Région de Tanger Tétouan Al Hoceima.
Cet avis d'enquête publique est fait selon les prescriptions du décret 2-04-564 du 5 Qaada 1429 (4 Novembre 2008) fixant les modalités d'organisation et de déroulement des enquêtes publiques relatifs aux projets d'impact environnemental (publiés au B.O. N° 5684 du 20 Novembre 2008).
N° 269/PA

Horaires des trains

Plan de transport Al Boraq à partir du Lundi 19 Septembre 2022

Sens Casa voyageurs > Tanger																
N° de Train	1001*	1005	1009	1013	1017	1021	1025	1033	1037	1041	1045	1049	1053	1057**	1061	
Casa Voyageurs	Départ	06:00	07:00	08:00	09:00	10:00	11:00	12:00	14:00	15:00	16:00	17:00	18:00	19:00	20:00	21:00
Rabat	Arrivée	06:45	07:45	08:45	09:45	10:45	11:45	12:45	14:45	15:45	16:45	17:45	18:45	19:45	20:45	21:45
Agdal	Départ	06:50	07:50	08:50	09:50	10:50	11:50	12:50	14:50	15:50	16:50	17:50	18:50	19:50	20:50	21:50
Kénitra	Arrivée	07:17	08:17	09:17	10:17	11:17	12:17	13:17	15:17	16:17	17:17	18:17	19:17	20:17	21:17	22:17
.....	Départ	07:20	08:20	09:20	10:20	11:20	12:20	13:20	15:20	16:20	17:20	18:20	19:20	20:20	21:20	22:20
.....	Arrivée	08:10	09:10	10:10	11:10	12:10	13:10	14:10	16:10	17:10	18:10	19:10	20:10	21:10	22:10	23:10
Sens Tanger > Casa voyageurs																
N° de Train	2001*	2005	2009	2013	2017	2021	2025	2033	2037	2041	2045	2049	2053	2057**	2061	
.....	Départ	06:00	07:00	08:00	09:00	10:00	11:00	12:00	14:00	15:00	16:00	17:00	18:00	19:00	20:00	21:00
Kénitra	Arrivée	06:30	07:30	08:30	09:30	10:30	11:30	12:30	14:30	15:30	16:30	17:30	18:30	19:30	20:30	21:30
Rabat	Départ	06:52	07:52	08:52	09:52	10:52	11:52	12:52	14:52	15:52	16:52	17:52	18:52	19:52	20:52	21:52
Agdal	Arrivée	07:20	08:20	09:20	10:20	11:20	12:20	13:20	15:20	16:20	17:20	18:20	19:20	20:20	21:20	22:20
Casa Voyageurs	Départ	07:25	08:25	09:25	10:25	11:25	12:25	13:25	15:25	16:25	17:25	18:25	19:25	20:25	21:25	22:25
.....	Arrivée	08:10	09:10	10:10	11:10	12:10	13:10	14:10	16:10	17:10	18:10	19:10	20:10	21:10	22:10	23:10

* Trains ne circulant pas les Samedi, Dimanche et jours fériés
** Trains circulant uniquement les Vendredi, Dimanche et jours fériés.

Malgré la suspension de l'impression,
les journalistes sont toujours sur le terrain et l'accès
est gratuit à la presse citoyenne

La presse nationale aux premiers
rangs sur tous les fronts

Sur le web ou en kiosques

**Votre soutien,
Notre avenir**

La presse professionnelle,
antivirus contre l'infox

Commission de l'entreprise de presse et de la mise à niveau du secteur



Par **Abou Salma**

abousalma10@gmail.com

Mots flechés

Jeux & Loisirs

AMALGAMÉ	EN VITESSE	CHEVROTE	COULE EN FRANCE	FIN DE VERBE	TRAIN À GRANDE VITESSE	PAKOTA	PEINTRE APPREND JEU	HERMÉTIQUE
LUXURE								
						VEINE		
DOUBLE	ROMAINS FILM			APERÇU EN TÔLE		OBSERVA	DÉDUIS-ENT	
SIFFLÉ EN TOURNÉE					GAZ RARE ÉTEND-ARD			
		À L'ENVERS: THUNE				PE BAS EN HAUT: HÔPITAL	LETTRES DE TACITE	
ÈRE			LETTRES DE FÈS	VOYELLES PARTIE DE FOOT			EN DEHORS AUSSI SEC	
CHOISI								
LIONS	TRANCHÉ	SOURCE						
						EN CULTURE		PARONNE
DÉMONSTRATIF INVERSÉ		CHANCE	FIN DE MALADIE	AMOUR VACHE		BALAI	NOM DE GUERRE	
						ASSISTE LE MÊME		
CORNIA-LIP	PART			LAVÉ				
CABOCHE				EN VELETTE		CIRCULE EN SUÈDE		

Solution mots flechés d'hier

AMALGAMÉ	J	TENACE	E	PE BAS EN HAUT: HÔPITAL	SEPTS	VILLE DES U.S.A.	A	FIN FINNÉS	TERRE	M	LETTRE LA SÉRIOSITÉ
GARNIE		PROFÈRE				PLATE	TE			ID	
MIRACULEUSE											
VIRAGO						AMALGAMÉ	A	CONCÉPTEUR		SEL	
ECLENTE										I	
AIRONTE								PERNABLE	LE ON	OR	
STENOGRAPHE											
ASEIOUIR											
RC										RE	
ARRETER										ERIM	
AXIOME										DE	
IM										S	
REELS										SU	
										MT	

Directeur de la Publication et de la Rédaction
Mohamed Benabba

Secrétaire général de la rédaction
Mohamed Bouzarab

Rédaction
Hassan Bentaleb
Alain Bouathy
Mourad Tabet
Walid Mejdoubi
Mehdi Ouassat
Rachid Melah

Responsable des ressources humaines
Atika Rachdi

Directeur artistique
Fouad Ezzafir

Service technique
Khadija Sidi (Responsable)
Myriem Rebane
Khadija Halafi
Mariama Farki
Elkandoussi Elmaridi

Révision
Abdelmoumen Warrach

Secrétariat
Ammar Tabaa

Photographe
Ahmed Laaraki

Correspondants
Ahmadou El Katab (Ladyoune)
Abdelali Khalaf (Essouira)

Collaborateurs
Chouaib Sahroun
Khalil Benmouya

Adresse de la Rédaction
33, Rue Amir Abdoukar
B.P. 2165 - Casablanca Maroc

E-mail:
Libération@libe.ma
0522 61.94.04

Fax de la rédaction:
0522 62.09.72

Service annonces et publicité
E-mail:
annonces@liberation.ma
Youssef El Gabs

Mourad El Youssefi
Loubaa Baghdadi
Latifa Mounadi
Ikka Ait Dhaman
Siham Zahir
Fadwa Choukri

44, Avenue des F.A.R
3^{ème} Etage - Casablanca
Tél: 0522 31.00.62
0522 62.32.32
0522 60 23 44
Fax: 0522 31.28.30

Imprimerie
Les Editions Maghébines

Distribution
SAPRESS
Dossier OR 19928
130/64

Site web:
www.libe.ma

Journal Libération

Libération Maroc

الحرث
OJL
MAROC
2017
www.oj.ma

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2					■					
3							■			
4					■					■
5		■								
6								■		
7				■					■	
8	■				■					
9					■					
10				■						

HORIZONTALEMENT

- 1- Drap
- 2- Tête de bête – Ont de gros os
- 3- Avertis – Baie jaune
- 4- Ecloses – Laxatif
- 5- Chrome – Col des Alpes
- 6- Premier essai – Règle
- 7- Fameux vaincu – Il inventa l’ascenseur
- 8- Il trompe le portier – Sombre
- 9- Lancé – Fief de notaire
- 10- Artère – Organe du 4e pouvoir

VERTICALEMENT

- 1- Garde des Sceaux
- 2- Béante – Poussé
- 3- Général de David - Fait livre de feuillets
- 4- Dépôt d’eaux usées – Pépin
- 5- Pas naturel pour un sou
- 6- Rouent de coups – Erbium
- 7- Tous à l’amphi – Fourbu
- 8- Fabriqua – Préposition
- 9- Finassent – Rêve de Reagan
- 10- Direction - Aliment

Solution mots croisés d’hier

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	D	E	S	O	R	D	O	N	N	E
2	U	S	I	N	E	E	■	S	A	M
3	R	E	■	D	U	N	E	■	V	I
4	A	R	M	I	S	T	I	C	E	S
5	B	I	E	N	S	■	N	O	T	E
6	I	N	N	■	I	N	S	U	■	S
7	L	E	S	E	■	A	T	R	E	■
8	I	■	U	N	I	T	E	■	R	A
9	T	R	E	V	E	■	I	D	E	S
10	E	■	L	I	■	A	N	I	S	E

Grilles de sudoku

Facile

			1	4			3	
	9	8		2		4		
			8	9	2	6	7	
	8	9		5	1	7	4	
	4	2	7	6		1	9	
8	7	5	3		6			
		4		8		3	7	
1			7	4				

Moyen

			6	3	1			
1	5				7	3		
			9			5	2	
	1		2		8	6	3	
8							5	
5	2	9		6			7	
7	4		8					
	3	8				4	7	
		1	7	4				

Difficile

		7	8			4		
				6			1	
	4	5			8		9	
1			2					
	7	3	9		5	1	6	
				6				2
7	8			2		5		
4			6					
2			7	3				

Expert

		1	2					
	2			8				
	8	5			6			
7			1				3	
	9		6	3	5		8	
8			9				4	
		3			1	5		
				7		4		
					4	2		

Rappel des règles

Remplir chaque carré de 9 cases par des chiffres allant de 1 à 9. Aucun de ces chiffres ne doit apparaître deux fois dans la même case, la même ligne ou la même colonne.

Solution sudoku d’hier

Facile

1	3	4	8	5	9	2	7	6
8	9	5	7	6	2	3	1	4
7	6	2	1	4	3	9	5	8
9	8	7	6	3	1	5	4	2
2	5	1	4	9	8	6	3	7
6	4	3	2	7	5	8	9	1
5	1	6	9	2	4	7	8	3
4	7	9	3	8	6	1	2	5
3	2	8	5	1	7	4	6	9

Moyen

5	4	2	1	3	6	9	8	7
3	8	7	4	9	2	1	5	6
1	9	6	5	7	8	2	3	4
4	6	8	2	5	9	7	1	3
9	3	5	7	1	4	8	6	2
7	2	1	6	8	3	5	4	9
8	5	3	9	6	7	4	2	1
6	7	4	8	2	1	3	9	5
2	1	9	3	4	5	6	7	8

Difficile

7	5	2	4	1	3	8	6	9
4	1	6	8	9	7	5	2	3
8	9	3	2	5	6	4	1	7
6	8	9	3	2	5	7	4	1
1	4	7	9	6	8	2	3	5
2	3	5	7	4	1	6	9	8
5	7	1	6	3	2	9	8	4
9	6	8	1	7	4	3	5	2
3	2	4	5	8	9	1	7	6

Expert

2	7	5	3	8	9	4	6	1
6	8	9	4	7	1	2	3	5
4	1	3	5	6	2	9	8	7
5	2	4	6	9	3	7	1	8
8	9	1	7	4	5	6	2	3
7	3	6	1	2	8	5	4	9
3	6	2	9	1	7	8	5	4
1	4	7	8	5	6	3	9	2
9	5	8	2	3	4	1	7	6

Portrait



Imran Khan, l'homme qui espère reprendre les rênes du Pakistan depuis sa prison

L'ex-Premier ministre pakistanais Imran Khan, bête noire du pouvoir condamné vendredi à 14 ans de prison pour corruption, espère encore un grand retour grâce à l'engouement populaire que sa promesse de renouvellement politique suscite toujours.

L'ancienne star du cricket mondial lance en 1996 son parti, le Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI). Mais ce n'est qu'en 2018 qu'il devient Premier ministre. Il promet alors réformes sociales, lutte anticorruption, et, rompant avec sa jeunesse sulfureuse, prône un conservatisme religieux qui plaît dans le pays très majoritairement musulman. Il a surtout le soutien de l'armée que l'on dit faiseuse de roi. Qu'il finit par perdre jusqu'à être brutalement évincé par une motion de censure en 2022.

Depuis, l'homme de 72 ans défie l'omnipotente institution, qu'il accuse d'avoir fomenté une tentative d'assassinat dont il a réchappé

blessé en 2022. Vendredi, de nouveau, depuis la salle d'audience dans sa prison d'Adiala, après que le juge a annoncé son verdict, il se lançait dans une nouvelle diatribe bravache. "Je ne passerai pas d'accord ni ne chercherai à alléger (ma peine)", a-t-il affirmé à la presse. Pourtant, depuis des jours, ses lieutenants ont repris langue avec l'armée et les experts attendent un possible accord entre le pouvoir et sa bête noire.

Le verdict de vendredi, disent-ils, pourrait n'être qu'un moyen d'augmenter la pression sur le trublion de la politique pakistanaise. □ Islamabad est lancée depuis sa chute dans une implacable répression: des milliers de ses partisans ont été arrêtés et M. Khan est emprisonné depuis août 2023. Il a été déclaré inéligible pour dix ans. □ Entre accusations de violence, de corruption et même de mariage illégal avec sa troisième épouse, Bushra Bibi, entièrement voilée et qui ne s'exprime que très rarement, il

doit répondre de près de 200 affaires. Des affaires politiques, martèle M. Khan, un impulsif au charisme indéniable. En juillet, un panel d'experts de l'ONU a qualifié sa détention d'"arbitraire", réclamant sa libération "immédiate".

Ses partisans, eux, prennent régulièrement la rue. En novembre, ils étaient encore des milliers à marcher sur Islamabad pour réclamer sa libération. La démonstration de force s'est terminée en catimini au cœur de la nuit, après un millier d'arrestations et aucune concession du pouvoir.

Depuis son entrée en politique, le diplômé d'Oxford, fils d'une riche famille de Lahore, grande ville de l'Est frontalier de l'Inde, ne cesse de croire en son destin à la tête du pays, une ténacité qui s'est révélée payante. Il s'est longtemps occupé de projets caritatifs, levant des millions pour construire un hôpital pour des patients atteints de cancer, à la mémoire de sa mère.

Aux législatives de février

2024, au terme d'une campagne menée depuis sa cellule via des contenus générés par intelligence artificielle, son parti gagne plus de sièges que tous les autres. Mais tous se coalisent pour former un gouvernement sans le PTI.

Imran Khan incarne pour nombre des 240 millions de Pakistanais le seul espoir d'en finir avec les deux dynasties familiales - la Ligue musulmane du Pakistan (PML-N) de la famille Sharif, dont est issu l'actuel Premier ministre Shehbaz Sharif, et le Parti du peuple pakistanais (PPP) des Bhutto - qui se partagent le pouvoir depuis des décennies.

Mais une partie de la population est exaspérée par sa rhétorique revancharde et ses penchants conspirationnistes, qui ont accentué les fractures de la société. Certains pointent aussi son bilan: une répression de la presse décriée par les défenseurs des droits humains, une gestion économique erratique doublée d'une conjoncture défavorable qui a aggravé l'inflation, dé-

précié la roupie et creusé la dette.

Le verdict de vendredi est l'une des peines les plus lourdes prononcée contre M. Khan, mais il peut encore faire appel. Il constitue malgré tout un revers de taille.

Depuis quelques mois, ses quatre condamnations avaient été annulées en appel ou suspendues par des juges. Son épouse, poursuivie dans plusieurs affaires, avait été libérée. Vendredi, elle a été "arrêtée dans l'enceinte du tribunal", a rapporté l'une de ses porte-parole.

Mais M. Khan garde un espoir: au Pakistan, les politiciens font régulièrement des retours en fanfare après une incarcération. "Un capitaine doit montrer l'exemple - il doit faire preuve de courage s'il veut que son équipe se batte", écrivait-il en 2011 dans ses mémoires. "Je me battrai jusqu'à la dernière balle", disait-il encore, dans l'une de ses nombreuses analogies avec le cricket.

Sport

Ligue des champions

L'AS FAR fait match nul chez le Mamelodi Sundowns et termine en tête du groupe B

Le Raja de Casablanca éliminé malgré sa victoire face à l'AS Maniema Union

L'AS FAR a fait match nul face au club sud-africain de Mamelodi Sundowns (1-1), dimanche au stade Lotus Versfeld à Pretoria, lors de la 6ème et dernière journée de la phase de poules (groupe B) de cette compétition. Le but des locaux a été marqué par Peter Shalulile à la 12e minute, avant que Amine Zouhrouh n'égalise à sept minutes de la fin de la rencontre (83e). A la faveur de ce nul, l'AS FAR termine en tête du groupe B avec 10 unités, devant le Mamelodi Sundowns (9 pts). Les deux clubs se qualifient ainsi pour les quarts de finale de la Ligue des champions de la CAF.

Le Raja de Casablanca a, quant à lui, été éliminé malgré sa victoire 1-0 face aux Congolais de l'AS Maniema Union, dimanche au stade Larbi Zaouli à Casablanca. Le Raja a ouvert le score par le biais d'Adam Ennaffati qui a transformé un pe-



nalty au temps additionnel de la première mi-temps.

L'AS Maniema Union a été réduite à dix après l'expulsion de Taboria Si-

mete (41e). Les Vert et Blanc terminent la phase de groupes à la 3ème place avec 8 points, suivis de leurs adversaires du jour (3 pts).

Botola Pro D1

Le Difaâ El Jadida s'incline à domicile face au Wydad de Casablanca

Le Hassania d'Agadir et le Maghreb de Fès se neutralisent

Le Difaâ El Jadida s'est incliné à domicile face au Wydad de Casablanca sur le score de 2 buts à 0, dimanche au stade El Abdi, en match de la 19e journée de la Botola Pro D1 «Inwi» de football.

Les buts du Wydad ont été inscrits par Mohamed Rayhi (37e) et Cassius Mailula (61e). A l'issue de cette victoire, le Wydad grimpe à la 3e place au classement avec 33 unités, tandis que le Difaâ El Jadida stagne à la 8e position aux côtés du Raja de Casablanca (23 pts). Le Hassania d'Agadir, qui recevait à Berrechid, et le Maghreb de Fès se sont neutralisés sur le score de 2 buts partout, en match comptant pour la même journée de la Botola Pro D1 «Inwi». Le club soussi a inscrit deux buts en première période par le biais de Kati Katulondi (1-ère) et Fahd Bendahmane (45+1), tandis que les Jaune et Noir ont égalisé grâce à Mohamed El Badoui (84e) et Hamid Ahadad (90+6). Suite à ce résultat, le HUSA rejoint provisoirement la JS Soualem et le COD Meknès à la 12e place (21 pts), tandis que le MAS est quatrième avec 32 unités.

Mbappé brille, le Real Madrid reprend la tête Brahim Diaz buteur



Sous l'impulsion de Kylian Mbappé, étincelant et auteur d'un doublé, le Real Madrid, mené dès la 27e seconde de jeu, a renversé puis corrigé Las Palmas (4-1), et repris dimanche la première place du classement du championnat d'Espagne devant ses rivaux historiques l'Atlético Madrid et le FC Barcelone. L'international marocain Brahim Diaz, auteur d'un but à la 33ème minute, a joué un rôle déterminant dans cette victoire.

Mbappé, lui, cinq mois après ses débuts avec "le club de ses rêves", tient peut-être son match référence. Avec un coup de rein retrouvé et une grosse implication offensive, l'attaquant français a confirmé son retour en forme en livrant une énorme prestation,

récompensée par un doublé (18e s.p. 36e) et permis au Real (1er, 46 points), champion en titre, de récupérer son trône devant l'Atlético (2e, 44 pts) et le Barça (3e, 39 pts), frustrés respectivement par Leganés (1-0) et Getafe (1-1) samedi. "Mbappé était en feu, cela faisait longtemps que je n'avais pas vu un joueur faire autant la différence sur un terrain", l'a encensé son coéquipier Dani Ceballos en zone mixte après le match. Impliqué sur les deux autres buts de Brahim Diaz et Rodrygo (57e), le N.9 merengue, déjà décisif en Coupe du Roi face au Celta Vigo (5-2) et présent en finale de Supercoupe d'Espagne face au Barça (défaite 5-2), a même cru inscrire son premier triplé sous le maillot blanc. Mais son troisième but a finalement été refusé pour

une position de hors-jeu au départ de l'action (43e) et sa reprise du droit en fin de première mi-temps a heurté le poteau (45e+2).

Le capitaine de l'équipe de France, un peu moins en vue en seconde période, a tout de même eu le droit à plusieurs ovations du public du Santiago Bernabéu, de plus en plus sous son charme après ses 17e et 18e réalisations de la saison toutes compétitions confondues. "C'est vraiment un rêve de vivre ces moments-là, je suis très heureux, je me suis bien adapté à l'équipe et je peux jouer comme je le souhaite avec mes coéquipiers et avec personnalité, et je crois que nous en profitons tous en ce moment", s'est félicité Kylian Mbappé au micro de Real Madrid TV. "C'était un match important, car nous avions tous vu ce qui s'est passé hier pour l'Atlético et le Barça. Nous avons mal démarré mais notre réaction a été top. (...) Désormais, nous avons notre destin entre les mains, car nous sommes premiers", a-t-il ajouté.

De quoi rassurer son entraîneur Carlo Ancelotti

sur son positionnement. "C'est le meilleur avant-centre du monde. Les gens doutaient du fait qu'il puisse jouer en tant qu'attaquant central et se demandaient s'il ne fallait pas le mettre sur le côté, mais c'est un grand attaquant, qui est plus à l'aise dans l'axe que sur un côté. La façon dont il se démarque est unique". Plombé par les blessures, le club madrilène, toujours en quête d'équilibre en l'absence de ses tauliers Dani Carvajal et Eder Militao, a enregistré une autre bonne nouvelle avec le retour sur les terrains du défenseur autrichien David Alaba, après plus d'un an de convalescence pour une grave blessure à un genou. Plus tôt dans l'après-midi, l'Athletic Bilbao (4e, 39 points), a réalisé la bonne opération de cette 20e journée en s'imposant (2-1) face au Celta Vigo (13e, 24 points). Ce succès permet au club basque, invaincu depuis onze matches en Liga, de revenir à hauteur du FC Barcelone, incapable de s'imposer à Getafe pour la cinquième saison consécutive samedi et de creuser l'écart avec ses concurrents dans la course à la Ligue des champions.

Florentino Pérez reconduit à la tête du club

Le président du Real Madrid, Florentino Pérez, seul candidat à sa succession, a été réélu dimanche pour un cinquième mandat d'affilée courant jusqu'en 2029, a annoncé le club champion d'Espagne et d'Europe en titre.

"Comme il n'y avait qu'une candidature, (Florentino Pérez) est élu président du Real Madrid", a indiqué le club dans un communiqué publié après la large victoire (4-1) des "Merengue" contre Las Palmas qui leur permet de revenir en tête de la Liga. M. Perez, âgé de 77 ans, a été réélu à la tête du club madrilène sans discontinuer et sans opposition (2013, 2017, 2021 and 2025) depuis son retour en 2009. L'homme d'affaires avait été élu une première fois en 2000 à la présidence des "Galactiques", qui ont remporté 2 titres nationaux (2001, 2003) et une Ligue des champions (2002), avant de démissionner en 2006.

Aux Etats-Unis, les adeptes du télétravail ne veulent pas revenir en arrière

"Personne ne grandit en rêvant d'être un jour enchaîné à un bureau dans une entreprise", lance Curtis Sparrer, un pionnier du télétravail, qui rejette un par un tous les arguments des grandes sociétés américaines déterminées à faire revenir leurs employés cinq jours par semaine.

"C'est la marque d'un manque de confiance implicite, comme s'il fallait voir les gens pour s'assurer qu'ils accomplissent leurs tâches", détaille ce patron d'une agence de relations publiques, depuis la pièce de son appartement dédiée au télétravail, avec vue sur les toits de San Francisco.

Au sortir de la pandémie de Covid-19, l'organisation hybride, avec deux ou trois jours hebdomadaires en présentiel, avait le vent en poupe à quelques exceptions près, comme Goldman Sachs et Tesla, qui ont rapidement imposé le retour à temps plein.

Mais cinq ans après les premiers confinements, plusieurs grands groupes rejettent ce fonctionnement. La question est même devenue politique. Elon

Musk, à qui Donald Trump a confié une mission consultative au gouvernement, veut éliminer tout travail à distance pour les employés fédéraux.

Chez Amazon, les ingénieurs et employés administratifs ont dû revenir cinq jours par semaine en ce début d'année. Plus de 90% d'entre eux sont mécontents, d'après un sondage du réseau social professionnel Blind en septembre, après l'annonce.

Sur des forums de Reddit, des utilisateurs racontent avoir renoncé à postuler chez le géant du commerce en ligne à cause de cette règle.

D'autres spéculent qu'il s'agit d'une méthode pour dégraisser les effectifs sans plan social, mais pensent que le groupe va perdre ses meilleurs éléments.

L'annonce de la fin du télétravail en mars chez JPMorgan Chase n'est pas mieux passée. Les employés ont posté tellement de commentaires sur leurs inquiétudes (frais de transport, garde d'enfants, etc.) sur une plateforme interne la semaine dernière que la banque a fermé cette section, d'après le Wall



Street Journal.

"Nous espérons vraiment que cela ne va pas déboucher sur de l'attrition (...), qui se traduit par une sélection négative", a déclaré Jeremy Barnum, directeur financier de la banque, lors d'une conférence aux analystes mercredi.

"C'est vraiment décevant, j'avais l'impression qu'on faisait

tellement de progrès, et que le télétravail devenait la norme dans le pays", se lamente Curtis Sparrer. Quand il a fondé Bospar en janvier 2015, il a choisi d'emblée de ne pas louer de bureaux, pour faire des économies et aussi pour pouvoir recruter des personnes au-delà de San Francisco et New York.

Dix ans plus tard, il n'a aucun

regret. "Un bureau, cela représente beaucoup de choses: le pouvoir de celui qui a la fenêtre dans l'angle, et donc les sentiments d'inégalité. Les risques de harcèlement sexuel. Ou de contagion, quand quelqu'un est malade. Les ragots. Les bruits de mastication", énumère-t-il.

Fin 2024, environ un tiers des entreprises américaines exigeaient une présence à plein temps, 38% avaient une approche hybride et moins de 30% laissaient leurs employés choisir, selon le "Flex Index", une étude réalisée par Scoop, société de solutions informatiques.

DrFirst, une entreprise fournissant une suite logicielle de santé, avait trois bureaux avant la pandémie. Aujourd'hui, ses 400 employés télétravaillent. La direction a pris cette décision en 2023, après avoir enquêté: "Plus de 85% des gens constataient une amélioration de leur qualité de vie et de leur santé mentale ou physique", relate Mathew Carrico, directeur des ressources humaines. "Et la productivité était toujours élevée", ajoute-t-il.

Recettes

Tarte meringuée au citron



Ingédients :

La pâte
3 paquets de biscuits à la noix de coco
½ verre de beurre fondu
1 sachet de sucre vanillé
1 jaune d'œuf
Crème pâtissière
4 jaunes d'œufs
1 petit verre de citron
1 boîte de lait concentré sucré (400g)
La meringue
4 blancs d'œufs
1 pincée de sel
1 sachet de vanille
1 petit verre de sucre

Préparation :

Passer les biscuits au mixeur. Verser dans un récipient et mélanger avec le beurre fondu, le sucre vanillé et le jaune

d'œuf. Verser le mélange dans un moule à tarte et l'étaler sur le fond et sur les bords en tassant avec les bouts des doigts. Réserver au frais.

Pour préparer la crème pâtissière, battre au fouet les jaunes d'œufs, le jus de citron et le lait concentré jusqu'à l'obtention d'une crème onctueuse.

Sortir le moule du réfrigérateur et verser la crème par-dessus.

Préparation de la meringue : faire monter les blancs d'œufs avec une pincée de sel en neige puis ajouter le sucre vanillé et le sucre semoule sans cesser de battre.

Verser la meringue sur la tarte et l'étaler. Cuire dans un four préchauffé à 190 ° C environ 25 mn. Laisser refroidir et mettre au frais. Servir froid.

Un entrepreneur américain coincé dans un robot-taxi qui se met à tourner en rond

« Une scène de thriller de science-fiction » : c'est ainsi que Mike Johns, entrepreneur de Los Angeles, a décrit son expérience à bord d'un robot-taxi Waymo à Phoenix (Etats-Unis). En route pour l'aéroport Sky Harbor, lundi, son véhicule autonome a soudainement commencé à tourner en boucle autour d'un parking, comme le relate The Guardian. L'homme a publié une vidéo de l'incident sur les réseaux sociaux. « Je ne peux pas sortir de la voiture. Est-ce que ça a été piraté ? Que se passe-t-il ? », s'est-il interrogé auprès d'un représentant de Waymo sans même savoir s'il s'agissait d'un humain ou d'une intelligence artificielle.

Le véhicule a effectué plusieurs fois le tour du parking avant que le problème ne soit résolu, grâce à une intervention technique. Heureusement, le client a pu avoir son vol à temps, et la société l'a remboursé pour le trajet.

Waymo a ensuite expliqué dans un communiqué que le problème provenait d'une « boucle » logicielle, rapidement corrigée par une mise à jour. Le principal intéressé, qui s'est décrit comme un futurologue, a laissé

entendre à ABC que la configuration de l'aéroport aurait pu perturber la voiture.

Malgré sa mésaventure, Mike reste convaincu que l'avenir réside dans les véhicules autonomes. Il a assuré qu'il continuera à utiliser des voitures sans conducteur: « J'ai l'impression que c'est la direction que prend le monde, alors autant y arriver en premier ». Et l'entrepreneur d'ajouter: « Il y a juste des problèmes qui né-

cessitent des points de suture ».

Waymo, de son côté, a rappelé que ses véhicules ont assuré des millions de trajets en toute sécurité, dans plusieurs villes des États-Unis comme Los Angeles, San Francisco ou Phoenix. Pour autant, la société n'en est pas à son premier incident. En juin 2023, l'une des voitures de Waymo avait tué un chien, selon un autre article du Guardian, et un cycliste avait été blessé en février 2024, indique Reuters.

